
Empire Company Limited
États financiers consolidés
2 mai 2020

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de l'auditeur indépendant	1
États consolidés de la situation financière	5
États consolidés du résultat net.....	6
États consolidés du résultat global	7
États consolidés des variations des capitaux propres.....	8
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	9
Notes annexes.....	10 – 52



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Empire Company Limited

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Empire Company Limited et de ses filiales (collectivement, la « Société ») au 2 mai 2020 et au 4 mai 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices de 52 semaines clos le 2 mai 2020 et le 4 mai 2019, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière au 2 mai 2020 et au 4 mai 2019;
- les états consolidés du résultat net pour les exercices de 52 semaines clos le 2 mai 2020 et le 4 mai 2019;
- les états consolidés du résultat global pour les exercices de 52 semaines clos le 2 mai 2020 et le 4 mai 2019;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices de 52 semaines clos le 2 mai 2020 et le 4 mai 2019;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices de 52 semaines clos le 2 mai 2020 et le 4 mai 2019;
- les notes annexes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Cogswell Tower, 2000 Barrington Street, Suite 1101, Halifax (Nouvelle-Écosse) Canada B3J 3K1
Tél. : +1 902 491-7400, Téléc. : +1 902 422-1166*



Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – Adoption d'une nouvelle norme comptable

Nous attirons l'attention sur la note 3 ab) i) des états financiers consolidés, qui décrit l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location* sur les états financiers consolidés. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états, incluses dans le rapport annuel, qui est censé être mis à notre disposition après cette date.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune opinion ou autre forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à



la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos



conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Donald M. Flinn.

(signé) *PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*

Comptables professionnels agréés

Halifax (Nouvelle-Écosse)
Le 17 juin 2020

Empire Company Limited
États consolidés de la situation financière
Aux
(en millions de dollars canadiens)

	2 mai 2020	4 mai 2019
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 008,4 \$	553,3 \$
Créances	535,3	444,2
Stocks (note 4)	1 489,4	1 441,8
Charges payées d'avance	113,1	134,1
Prêts et autres créances (note 5)	68,4	18,7
Actif d'impôt exigible	34,8	27,9
Actifs détenus en vue de la vente (note 6)	6,1	19,5
	3 255,5	2 639,5
Prêts et autres créances (note 5)	580,8	70,8
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 7)	607,5	589,4
Autres actifs (note 8)	28,7	43,4
Immobilisations corporelles (note 9)	2 883,4	2 911,5
Actifs au titre des droits d'utilisation (note 10)	4 033,5	-
Immeubles de placement (note 11)	114,0	100,0
Immobilisations incorporelles (note 12)	968,8	1 062,0
Goodwill (note 13)	1 573,7	1 571,5
Actifs d'impôt différé (note 14)	587,0	614,3
	14 632,9 \$	9 602,4 \$
PASSIF		
Passifs courants		
Fournisseurs et charges à payer	2 951,9 \$	2 496,4 \$
Passif d'impôt exigible	23,2	29,0
Provisions (note 15)	48,7	119,4
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 16)	570,0	36,5
Tranche des obligations locatives échéant à moins d'un an (note 10)	466,2	-
	4 060,0	2 681,3
Provisions (note 15)	54,7	93,1
Dette à long terme (note 16)	1 105,2	1 984,4
Obligations locatives à long terme (note 10)	4 800,0	-
Autres passifs non courants (note 17)	97,5	269,0
Avantages sociaux futurs (note 18)	304,1	286,1
Passifs d'impôt différé (note 14)	197,5	205,5
	10 619,0	5 519,4
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 19)	2 013,2	2 042,6
Surplus d'apport	23,2	25,2
Résultats non distribués	1 872,1	1 920,8
Cumul des autres éléments du résultat global	16,1	14,7
	3 924,6	4 003,3
Participations ne donnant pas le contrôle	89,3	79,7
	4 013,9	4 083,0
	14 632,9 \$	9 602,4 \$

Se reporter aux notes annexes.

Au nom du conseil

Administrateur

Administrateur

Empire Company Limited
États consolidés du résultat net
Exercices de 52 semaines clos les
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et
les montants par action)

	2 mai 2020	4 mai 2019
Ventes	26 588,2 \$	25 142,0 \$
Autres produits (note 20)	69,2	68,3
Quote-part du résultat des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 7)	71,8	87,9
Charges d'exploitation		
Coût des ventes	19 954,9	19 058,4
Frais de vente et charges administratives	5 662,5	5 587,5
Bénéfice d'exploitation	1 111,8	652,3
Charges financières, montant net (note 22)	279,1	91,6
Bénéfice avant impôt sur le résultat	832,7	560,7
Charge d'impôt sur le résultat (note 14)	219,9	144,3
Bénéfice net	612,8 \$	416,4 \$
Bénéfice de l'exercice attribuable aux :		
Participations ne donnant pas le contrôle	29,3 \$	29,1 \$
Propriétaires de la Société	583,5	387,3
	612,8 \$	416,4 \$
Résultat par action (note 23)		
De base	2,16 \$	1,42 \$
Après dilution	2,15 \$	1,42 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, en millions (note 23)		
De base	270,4	271,9
Après dilution	271,4	272,6

Se reporter aux notes annexes.

Empire Company Limited
États consolidés du résultat global
Exercices de 52 semaines clos les
(en millions de dollars canadiens)

	2 mai 2020	4 mai 2019
Bénéfice net	612,8 \$	416,4 \$
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		
(Pertes) profits latents sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie (après impôt de 0,4 \$ [(0,2) \$ en 2019])	(0,9)	0,9
Reclassement des profits sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie en résultat net (après impôt de néant [néant en 2019])	(0,2)	-
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (après impôt de (0,5) \$ [néant en 2019])	1,2	0,2
Écarts de change découlant de la conversion des résultats des établissements à l'étranger (après impôt de 0,5 \$ [0,2 \$ en 2019])	1,3	1,1
	1,4	2,2
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		
Pertes (gains) actuariels sur les régimes à prestations définies (après impôt de 6,2 \$ [(18,0) \$ en 2019]) (note 18)	(21,1)	48,1
Résultat global	593,1 \$	466,7 \$
Résultat global de l'exercice attribuable aux :		
Participations ne donnant pas le contrôle	29,3 \$	29,1 \$
Propriétaires de la Société	563,8	437,6
	593,1 \$	466,7 \$

Se reporter aux notes annexes.

Empire Company Limited États consolidés des variations des capitaux propres (en millions de dollars canadiens)	Capital-actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total attribuable aux propriétaires de la Société	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 5 mai 2018	2 039,5 \$	22,9 \$	12,5 \$	1 627,9 \$	3 702,8 \$	67,0 \$	3 769,8 \$
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(119,5)	(119,5)	-	(119,5)
Rémunération fondée sur des actions, montant net	2,4	2,3	-	-	4,7	-	4,7
Actions détenues en fiducie, montant net (note 19)	0,7	-	-	-	0,7	-	0,7
Transactions portant sur les capitaux propres avec des entités structurées	-	-	-	-	-	(16,2)	(16,2)
Participations ne donnant pas le contrôle comptabilisées au titre des acquisitions d'entreprises	-	-	-	(12,1)	(12,1)	-	(12,1)
Transactions avec les propriétaires	3,1	2,3	-	(131,6)	(126,2)	(16,2)	(142,4)
Bénéfice net	-	-	-	387,3	387,3	29,1	416,4
Réévaluation des options de vente	-	-	-	(10,9)	(10,9)	(0,2)	(11,1)
Autres éléments du résultat global	-	-	2,2	48,1	50,3	-	50,3
Résultat global de l'exercice	-	-	2,2	424,5	426,7	28,9	455,6
Solde au 4 mai 2019	2 042,6 \$	25,2 \$	14,7 \$	1 920,8 \$	4 003,3 \$	79,7 \$	4 083,0 \$
Ajustement lors de la transition à IFRS 16 (note 3 ab))	-	-	-	(432,0)	(432,0)	-	(432,0)
Solde retraité au 5 mai 2019	2 042,6	25,2	14,7	1 488,8	3 571,3	79,7	3 651,0
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(129,7)	(129,7)	-	(129,7)
Rémunération fondée sur des actions, montant net	3,8	(2,0)	-	-	1,8	-	1,8
Rachat de capital-actions	(35,3)	-	-	(64,7)	(100,0)	-	(100,0)
Actions détenues en fiducie, montant net	2,1	-	-	-	2,1	-	2,1
Transactions portant sur les capitaux propres avec des entités structurées	-	-	-	-	-	(17,0)	(17,0)
Transactions avec les propriétaires	(29,4)	(2,0)	-	(194,4)	(225,8)	(17,0)	(242,8)
Bénéfice net	-	-	-	583,5	583,5	29,3	612,8
Réévaluation des options de vente	-	-	-	15,3	15,3	(2,7)	12,6
Autres éléments du résultat global	-	-	1,4	(21,1)	(19,7)	-	(19,7)
Résultat global de l'exercice	-	-	1,4	577,7	579,1	26,6	605,7
Solde au 2 mai 2020	2 013,2 \$	23,2 \$	16,1 \$	1 872,1 \$	3 924,6 \$	89,3 \$	4 013,9 \$

Se reporter aux notes annexes.

Empire Company Limited
Tableaux consolidés des flux de trésorerie
Exercices de 52 semaines clos les
(en millions de dollars canadiens)

	2 mai 2020	4 mai 2019
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	612,8 \$	416,4 \$
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :		
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	709,1	333,0
Charge d'impôt sur le résultat	219,9	144,3
Charges financières, montant net (note 22)	279,1	91,6
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	71,5	84,2
Profit net sur la sortie d'actifs et la résiliation de contrats de location	(51,7)	(48,9)
Perte de valeur (reprises de perte de valeur) d'actifs non financiers, montant net	1,9	(31,3)
Dotation aux amortissements d'éléments différés	3,2	1,8
Quote-part du résultat d'autres entités, déduction faite des distributions reçues	28,0	(8,6)
Avantages sociaux futurs	(9,3)	(8,8)
Augmentation de l'obligation liée à des contrats de location à long terme	-	2,8
Diminution des provisions à long terme	(17,7)	(41,9)
Rémunération fondée sur des actions	6,2	6,7
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	279,3	16,5
Impôt sur le résultat payé, montant net	(42,9)	(72,2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<u>2 089,4</u>	<u>885,6</u>
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(548,8)	(411,1)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(69,0)	(23,5)
Produit de la sortie d'actifs et de la résiliation de contrats de location	193,1	89,7
Prêts et autres créances	20,6	12,0
Autres actifs et passifs non courants	4,1	9,2
Acquisitions d'entreprises (note 24)	(19,2)	(778,6)
Paiements reçus au titre des contrats de sous-location qui sont des contrats de location-financement	76,4	-
Intérêts reçus	8,0	8,3
Augmentation des placements en titres de capitaux propres	(41,5)	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(376,3)</u>	<u>(1 094,0)</u>
Activités de financement		
Émission de titres d'emprunt à long terme	80,8	58,3
Remboursements sur la dette à long terme	(85,2)	(605,2)
(Remboursements) prélèvements sur les facilités de crédit, montant net	(313,1)	900,0
Intérêts versés	(83,5)	(90,9)
Paiements au titre des obligations locatives (capital)	(392,1)	-
Paiements au titre des obligations locatives (intérêts)	(218,2)	-
Rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote	(100,0)	-
Acquisitions d'actions détenues en fiducie	-	(0,1)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(129,7)	(119,5)
Participations ne donnant pas le contrôle	(17,0)	(8,8)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	<u>(1 258,0)</u>	<u>133,8</u>
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	455,1	(74,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	<u>553,3</u>	<u>627,9</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	<u>1 008,4 \$</u>	<u>553,3 \$</u>

Se reporter aux notes annexes.

1. Entité présentant l'information financière

Empire Company Limited (« Empire » ou la « Société ») est une société canadienne dont les principales activités touchent la vente au détail de produits alimentaires et les activités immobilières connexes. La Société est constituée au Canada et son siège social est situé au 115 King Street, Stellarton (Nouvelle-Écosse) B0K 1S0. Les états financiers consolidés de la période close le 2 mai 2020 comprennent les comptes d'Empire, de toutes les filiales, y compris ceux de sa filiale entièrement détenue Sobeys Inc. (« Sobeys ») et de certaines entreprises considérées comme des entités structurées sur lesquelles la Société exerce un contrôle autrement que par la détention de la majorité des droits de vote. Les participations qui confèrent à la Société une influence notable et ses coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Au 2 mai 2020, la Société exerçait ses activités dans deux secteurs à présenter, soit la « Vente au détail de produits alimentaires » et les « Placements et autres activités », comme il est décrit à la note 27, « Information sectorielle ». Les activités de la Société dans le secteur de la vente au détail de produits alimentaires subissent l'incidence de facteurs saisonniers et dépendent aussi des périodes de fêtes. Les ventes au détail sont habituellement plus élevées au premier trimestre de la Société. L'exercice de la Société se termine le premier samedi de mai.

2. Mode de préparation

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS » ou « PCGR »), telles qu'elles ont été établies par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

La publication des présents états financiers consolidés a été approuvée par le conseil d'administration le 17 juin 2020.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des actifs et des passifs suivants, qui sont présentés à leur juste valeur : certains instruments financiers, y compris les dérivés, classés à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN ») et les régimes de rémunération fondée sur des actions et réglée en trésorerie. Les actifs détenus en vue de la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction pose des jugements, effectue des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes annexes. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Les révisions apportées aux estimations comptables sont comptabilisées pour la période au cours de laquelle les estimations sont révisées et pour toute période future touchée.

La Société recourt à son jugement pour évaluer la pertinence de la consolidation des entités structurées, la pertinence de la comptabilisation selon la méthode de la mise en équivalence pour ses participations dans des entreprises associées et des coentreprises, le taux d'actualisation, le classement des instruments financiers, l'établissement des composantes détaillées des immobilisations corporelles, la détermination des unités génératrices de trésorerie (« UGT »), le repérage d'indices de dépréciation des immobilisations corporelles, des immeubles de placement et des immobilisations incorporelles et du goodwill, la comptabilisation et l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris, la comptabilisation des provisions ainsi que les options d'achat et de vente visant les participations ne donnant pas le contrôle.

Les estimations, les jugements et les hypothèses qui pourraient avoir une incidence importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont présentés plus loin. Les estimations sont fondées sur les meilleures connaissances que la direction possède des événements actuels et sur les mesures que la Société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les jugements utilisés relativement à l'adoption d'IFRS 16 *Contrats de location* (« IFRS 16 »), notamment l'évaluation des obligations locatives et des actifs au titre des droits d'utilisation, les taux d'actualisation et les attentes concernant les modalités des contrats de location, sont décrits à la note 3 ab).

La pandémie de nouveau coronavirus a eu et continue d'avoir une incidence importante sur la Société. Les résultats financiers de la Société révèlent une augmentation des ventes entraînée par une demande accrue pour les produits alimentaires après le début de la crise. Des coûts supplémentaires ont été engagés en raison de la pandémie, notamment sous forme de primes salariales pour les employés et d'investissements dans le soutien à la communauté, et se sont ajoutés aux coûts liés aux mesures de sécurité et de salubrité. L'ensemble des répercussions économiques que la pandémie aura sur la Société demeurent incertaines et dépendront de la durée et de la gravité de la pandémie.

a) Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation estimée. Des estimations ou jugements importants sont nécessaires pour déterminer : i) l'estimation des provisions liées aux stocks associées aux remises de fournisseurs et aux charges internes; ii) l'estimation des provisions liées aux stocks en raison de détériorations et de freintes qui se seraient produites entre le dernier dénombrement des stocks et les dates de clôture; et iii) les stocks évalués au prix de détail et de leur rajustement au coût.

b) Dépréciation

La direction évalue la dépréciation des actifs non financiers tels que les participations dans des entreprises associées et des coentreprises, le goodwill, les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les actifs au titre des droits d'utilisation et les immeubles de placement. Pour évaluer la dépréciation, la direction estime la valeur recouvrable de chaque actif ou UGT en fonction de flux de trésorerie futurs attendus. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses sur la croissance future des bénéfices découlant d'événements ou de circonstances futurs. Les résultats réels pourraient différer de ces flux de trésorerie futurs estimés. L'incertitude relative aux estimations provient des hypothèses concernant les résultats d'exploitation futurs et le taux d'actualisation à appliquer. Les pertes de valeur et les reprises sont présentées dans les états financiers consolidés dans les notes 9, 11, 12 et 13.

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation une fois par année. La Société a effectué son test de dépréciation annuel du goodwill au cours du troisième trimestre. Toutefois, s'il existe des indices de dépréciation, la Société effectue un test de dépréciation lorsque ces indices apparaissent. De plus, à chaque période de présentation de l'information financière, la Société vérifie si des indices indiquent que la valeur recouvrable des actifs non courants pourrait être inférieure à leur valeur comptable.

Aux fins du test de dépréciation du goodwill et des actifs non courants, la Société a évalué la valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT auquel se rapportent le goodwill ou les actifs non courants. La direction a estimé la valeur recouvrable des UGT selon la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur les flux de trésorerie futurs attendus. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses clés sur la croissance future des bénéfices découlant d'événements ou de circonstances futurs. L'incertitude relative aux estimations provient des hypothèses concernant les résultats d'exploitation futurs et le taux d'actualisation à appliquer. Les résultats réels pourraient différer des estimations, ce qui pourrait se traduire par des ajustements importants du goodwill et des actifs non courants de la Société au cours de périodes ultérieures.

c) Avantages sociaux futurs

La comptabilisation des coûts des régimes de retraite à prestations définies et des autres avantages postérieurs à l'emploi nécessite le recours à plusieurs hypothèses. Les obligations au titre des régimes de retraite sont fondées sur les conditions actuelles du marché de même que sur des données actuarielles telles que l'évolution des coûts médicaux, les taux de mortalité et les futures augmentations de salaire. Une analyse de sensibilité et plus de détails sur les principales hypothèses utilisées pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite et les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi sont présentés à la note 18.

d) Impôt sur le résultat

La direction formule des hypothèses lorsqu'elle évalue la date et la reprise des différences temporaires et estime les produits futurs de la Société afin de déterminer l'impôt sur le résultat exigible et différé qu'elle doit comptabiliser. Des jugements sont également posés par la direction lors de l'interprétation des règles fiscales dans les pays où la Société exerce ses activités. La note 14 apporte des précisions sur la charge d'impôt sur le résultat exigible et différé, ainsi que sur les actifs et les passifs d'impôt différé.

e) Acquisitions d'entreprises

En ce qui a trait aux acquisitions d'entreprises, la Société a recours au jugement pour la comptabilisation et l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris et elle utilise des estimations pour calculer et évaluer les ajustements nécessaires. Pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs d'une entreprise acquise, la direction utilise des estimations relatives aux flux de trésorerie futurs et aux taux d'actualisation. Les modifications apportées à l'évaluation après la comptabilisation initiale influenceront sur l'évaluation du goodwill.

f) Provisions

Des estimations et des hypothèses sont utilisées pour calculer les provisions lorsque la Société estime les flux de trésorerie futurs attendus relativement à l'obligation et qu'elle applique un taux d'actualisation approprié.

g) Contrats d'approvisionnement

La Société a conclu divers contrats d'approvisionnement à long terme visant différents produits et dont certains sont assortis de volumes d'achat minimaux. Des estimations et un jugement importants s'imposent lorsqu'il s'agit de déterminer i) les résultats d'exploitation futurs; et ii) les volumes d'achat prévus. Pour évaluer s'il est nécessaire d'établir une provision fondée sur les flux de trésorerie futurs prévus qui découleront de l'exécution du contrat, la direction doit poser des hypothèses relatives aux événements ou aux circonstances futurs. Les résultats réels pourraient différer des flux de trésorerie futurs estimatifs.

3. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables présentées ci-après, à l'exception de celles d'IFRS 16, ont été appliquées de la même manière aux fins de l'établissement des états financiers consolidés de toutes les périodes présentées.

a) Méthode de consolidation

Les états financiers de la Société comprennent les comptes de la Société et de toutes ses filiales jusqu'à la date de clôture de l'information financière. Les filiales, y compris les entités structurées, sont toutes les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. Toutes les filiales ont une date de clôture tombant dans les six semaines suivant la date de clôture de la Société. Au besoin, des ajustements ont été apportés afin de tenir compte des transactions effectuées entre la date de clôture de la Société et celles de ses filiales.

La Société détient le contrôle lorsqu'elle a des droits effectifs qui lui confèrent la capacité actuelle de diriger les activités qui ont une incidence importante sur les rendements d'une entité. La Société réévalue le contrôle sur une base régulière.

Les entités structurées sont des entités contrôlées par la Société qui ont été conçues de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité. Les entités structurées sont consolidées si, sur la base d'une évaluation de la substance de leur relation avec la Société, la Société arrive à la conclusion qu'elle contrôle les entités structurées. Les entités structurées qui sont contrôlées par la Société ont été établies selon des clauses qui imposent certaines limites au pouvoir de décision de la direction des entités structurées et qui font en sorte que la Société obtient la majorité des avantages découlant des activités et des actifs nets de l'entité structurée, qu'elle est exposée à la majorité des risques liés aux activités de l'entité structurée et qu'elle conserve la majorité des risques résiduels ou inhérents à la propriété relatifs à l'entité structurée ou à ses actifs.

Toutes les transactions, tous les soldes, tous les produits et toutes les charges intragroupe sont éliminés au moment de l'établissement des états financiers consolidés.

Le bénéfice ou la perte et les autres éléments du résultat global des filiales acquises ou cédées au cours de la période sont comptabilisés à compter de la date de prise d'effet de l'acquisition, ou jusqu'à la date de prise d'effet de la cession, selon le cas.

Une participation ne donnant pas le contrôle représente la quote-part du résultat ainsi que des actifs nets d'une filiale donnée qui n'est pas détenue par la Société. Si les pertes d'une filiale applicables à une participation ne donnant pas le contrôle excèdent la participation ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres de la filiale, l'excédent est affecté à la participation ne donnant pas le contrôle, sauf dans la mesure où la participation majoritaire a une obligation exécutoire et est en mesure de couvrir les pertes (à l'exception des cas décrits à la note 3 j)).

b) Acquisitions d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La méthode de l'acquisition comporte la comptabilisation des actifs et des passifs identifiables de l'entreprise acquise, y compris les passifs éventuels, qu'ils aient été ou non comptabilisés dans les états financiers avant l'acquisition. Les actifs et les passifs identifiables et les passifs éventuels de l'entreprise acquise qui réunissent les conditions de comptabilisation selon IFRS 3 *Regroupements d'entreprises* sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des éléments suivants : i) les actifs ou les passifs d'impôt différé et les passifs ou les actifs liés aux accords relatifs aux avantages du personnel, comptabilisés et évalués selon les Normes comptables internationales (« IAS ») 12 *Impôts sur le résultat* et IAS 19 *Avantages du personnel* respectivement; et ii) les actifs (ou un groupe d'actifs destiné à être cédé) qui sont classés comme étant détenus en vue de la vente selon IFRS 5 *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, évalués et comptabilisés à la juste valeur diminuée des coûts de vente. Le goodwill découlant des acquisitions est comptabilisé comme un actif et représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part de la Société des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise à la date de l'acquisition. Tout excédent des actifs nets identifiables par rapport au coût d'acquisition est comptabilisé en résultat net immédiatement après l'acquisition. Les coûts de transaction liés à l'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

c) Conversion des monnaies étrangères

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de celle de la Société sont convertis aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges sont convertis aux cours de change moyens de la période. Les profits et les pertes cumulés découlant de la conversion sont inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les éléments non monétaires sont convertis au cours de change historique à la date de transaction. Les profits ou les pertes de change découlant de la conversion de ces soldes libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans le résultat d'exploitation. Les produits et les charges libellés en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens au cours de change moyen pour l'exercice.

d) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les placements garantis échéant à moins de 90 jours à compter de la date d'acquisition, ainsi que les placements garantis très liquides qui sont rachetables à vue, en trésorerie, sans pénalité.

e) Stocks

Les stocks en entrepôt sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen pondéré. Les stocks de détail sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi en fonction du coût moyen pondéré à l'aide de la méthode du coût standard ou de la méthode du prix de détail. La méthode du prix de détail utilise le prix de vente prévu diminué d'une marge bénéficiaire normale, sur la base du coût moyen pondéré. Le coût des stocks comprend les coûts directement imputables et il inclut le prix d'achat et les autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent, tels que les frais de transport. Le coût est diminué de la valeur des rabais et des remises des fournisseurs. La Société estime la valeur nette de réalisation selon le montant auquel elle prévoit vendre les stocks, en tenant compte des fluctuations saisonnières du prix de vente au détail et en déduisant les coûts qu'elle estime devoir engager pour les vendre. Les stocks sont dépréciés jusqu'à leur valeur nette de réalisation lorsque la Société considère que leur coût n'est pas recouvrable en raison de l'obsolescence, de dommages ou de la baisse permanente du prix de vente. Lorsque les circonstances ayant préalablement incité la Société à déprécier les stocks en deçà de leur coût n'existent plus ou lorsqu'une hausse du prix de détail est manifeste, la réduction de valeur précédemment comptabilisée est reprise. Les coûts qui ne contribuent pas à amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent, tels les frais d'entreposage et les frais généraux administratifs, sont expressément exclus du coût des stocks et sont passés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

f) Impôt sur le résultat

La charge d'impôt comptabilisée en résultat net se compose de la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible non comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

Les actifs et les passifs d'impôt exigible comprennent les montants à recouvrer auprès de l'administration fiscale ou les montants à verser à celle-ci relativement à la période écoulée et aux périodes antérieures, non encore réglées à la date de clôture de l'information financière. L'impôt exigible est l'impôt qui devrait être à payer sur le bénéfice imposable de l'exercice, calculé aux taux adoptés ou quasi adoptés à la date de l'état de la situation financière. Il reflète les ajustements pour tenir compte de l'impôt qui devrait être payé ou recouvré au titre des périodes antérieures. Lorsque le montant de l'impôt à payer ou à recouvrer est incertain, la Société établit des provisions selon le montant le plus probable du passif ou du recouvrement. L'impôt exigible est calculé selon les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation.

La Société comptabilise l'impôt différé selon la méthode axée sur le bilan sur les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale respective. Cependant, l'impôt différé n'est pas comptabilisé lors de la comptabilisation initiale du goodwill, ou lors de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif, sauf si la transaction connexe est une acquisition d'entreprises ou touche le bénéfice imposable ou comptable. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont mesurés selon les taux d'impôt quasi adoptés qui s'appliqueront lorsque les montants devraient être réglés. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'il pourra être imputé au bénéfice imposable futur. L'évaluation de la probabilité de bénéfice imposable futur pour lequel les actifs d'impôt différé peuvent être utilisés est fondée sur les dernières prévisions budgétaires approuvées de la Société, qui sont rajustées pour tenir compte des produits et des charges non imposables importants et des limites précises établies pour l'utilisation de toute perte ou de tout crédit d'impôt inutilisé. Si des prévisions positives relatives au bénéfice imposable indiquent l'utilisation probable d'un actif d'impôt différé, en particulier s'il peut être utilisé indéfiniment, cet actif d'impôt différé est habituellement comptabilisé en entier. La comptabilisation des actifs d'impôt différé, assujettis à certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes, est évaluée individuellement par la direction selon des faits et des cas précis.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsque la Société a un droit et l'intention de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible auprès de la même administration fiscale. Les variations des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisées comme composantes des produits et des charges dans le résultat net, sauf lorsqu'elles se rapportent à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (par exemple, les profits et pertes latents sur les couvertures de flux de trésorerie), ou directement dans les capitaux propres.

g) Actifs détenus en vue de la vente

Certaines immobilisations corporelles détenues afin d'être vendues ont été reclassées en tant qu'actifs détenus en vue de la vente dans les états consolidés de la situation financière. On prévoit vendre ces actifs dans les 12 mois. Les actifs détenus en vue de la vente sont évalués au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

h) Participation dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entité sur laquelle la Société exerce une influence notable, mais qu'elle ne contrôle pas et qui n'est pas une participation dans une coentreprise. Le contrôle est réévalué sur une base continue. Les participations dans des entreprises associées sont initialement comptabilisées au coût et sont ensuite comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les participations acquises dans les entreprises associées sont également assujetties à la méthode de l'acquisition, comme il a été expliqué précédemment. Cependant, tout goodwill ou ajustement de la juste valeur attribuable à la quote-part de la Société dans les entreprises associées est inclus dans le montant comptabilisé comme participations dans les entreprises associées.

Toute modification ultérieure de la quote-part de la Société des capitaux propres de l'entreprise associée est comptabilisée dans la valeur comptable de la participation. Les variations découlant des résultats générés par l'entreprise associée sont présentées dans la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans les états consolidés du résultat net de la Société. Ces variations comprennent l'amortissement ou la dépréciation ultérieurs des ajustements de la juste valeur des actifs et des passifs.

Les variations découlant du résultat de l'entreprise associée ou des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres de l'entreprise associée sont comptabilisées dans le résultat net ou les capitaux propres de la Société, le cas échéant. Toutefois, si la quote-part de la Société des pertes d'une entreprise associée est égale ou supérieure à sa participation dans celle-ci, y compris ses créances non garanties, la Société ne comptabilise pas de pertes supplémentaires, sauf si elle a contracté une obligation légale ou implicite ou si elle a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Si l'entreprise associée enregistre ultérieurement des bénéfices, la Société ne recommence à comptabiliser sa quote-part de ces bénéfices qu'après avoir dépassé sa quote-part cumulée des pertes non comptabilisées.

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)**

Les profits latents et les pertes latentes sur des transactions réalisées entre la Société et ses entreprises associées sont éliminés jusqu'à concurrence de la participation de la Société dans celles-ci. Lorsque les pertes latentes sont éliminées, l'actif sous-jacent est également soumis à un test de dépréciation du point de vue de la Société.

À la date de clôture, la Société évalue s'il existe des indicateurs de dépréciation pour ses participations dans les entreprises associées. Pour les participations dans les entités ouvertes, la valeur comptable est comparée à la valeur de marché actuelle de la participation en fonction de son cours à la date de clôture. Pour les participations dans les entités fermées, la valeur d'utilité est déterminée en estimant la quote-part de la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés de la Société qui devraient être générés par l'entité émettrice. En cas de dépréciation, la valeur comptable de la participation de la Société est réduite à sa valeur recouvrable estimée, soit la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Lors du processus d'évaluation des flux de trésorerie futurs, la direction formule des hypothèses sur la croissance future des profits. Ces hypothèses portent sur des situations et des événements futurs. Les résultats réels peuvent varier et entraîner des ajustements importants aux participations de la Société dans des entreprises associées au cours des exercices ultérieurs.

La date de clôture d'exercice est le 31 décembre pour toutes les entreprises associées déterminées par la Société. Aux fins des états financiers consolidés de fin d'exercice de la Société, les résultats des entreprises associées sont pris en compte en fonction des états financiers établis au 31 mars, et toute variation survenue entre le 31 mars et la clôture de l'exercice de la Société qui pourrait avoir une incidence significative sur les résultats est prise en considération.

i) Participation dans des coentreprises

Les participations dans des coentreprises sont des partenariats aux termes desquels la Société et les autres parties à l'entente exercent un contrôle conjoint sur l'actif net du partenariat et ont par conséquent des droits à l'égard de cet actif net. Les participations dans des coentreprises sont initialement comptabilisées au coût et sont ultérieurement comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

j) Instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés aux états consolidés de la situation financière lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles d'un instrument financier. Le classement et l'évaluation des actifs financiers sont effectués selon les catégories suivantes : coût amorti, juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et JVRN. Les actifs financiers qui ne sont pas désignés à la JVRN lors de la comptabilisation initiale sont classés et évalués au coût amorti si les conditions suivantes sont réunies : i) ils sont détenus dans un modèle économique ayant pour but de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et ii) les modalités contractuelles de ces actifs donnent lieu, à des dates précisées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Les placements en titres de créance qui ne sont pas désignés à la JVRN lors de la comptabilisation initiale sont classés et évalués à la JVAERG si les conditions suivantes sont réunies : i) ils sont détenus dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et ii) les modalités contractuelles de ces actifs donnent lieu, à des dates précisées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts. Les placements en titres de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont classés et évalués à la JVRN. Les actifs financiers qui ne sont classés ni au coût amorti ni à la JVAERG sont classés et évalués à la JVRN. Le classement et l'évaluation des passifs financiers sont effectués selon les catégories suivantes : coût amorti et JVRN.

En général, les actifs et les passifs financiers de la Société sont classés et évalués de la façon suivante :

Actif/passif	Classements et évaluation
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti
Créances	Coût amorti
Prêts et autres créances	Coût amorti
Actifs et passifs financiers dérivés	JVRN
Autres actifs non dérivés	JVRN
Fournisseurs et charges à payer	Coût amorti
Dette à long terme	Coût amorti
Autres passifs non courants	Coût amorti

Sobeys a conclu, avec les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle de certaines filiales, des options d'achat et de vente qui lui donnent la possibilité d'acquérir la participation de ces derniers à compter de la date d'exercice sous réserve de certaines conditions. Par conséquent, la Société comptabilise un passif financier à la valeur actualisée du montant à payer à l'exercice de l'option de vente applicable. Des ajustements de réévaluation sont comptabilisés dans les résultats non distribués. À la clôture de chaque période, la participation ne donnant pas le contrôle de ces filiales, y compris la quote-part du bénéfice attribuable à ces participations ne donnant pas le contrôle, est décomptabilisée et portée en diminution du passif au titre de la participation ne donnant pas le contrôle connexe immédiatement avant la réévaluation de fin de période.

La dépréciation des actifs financiers est fondée sur les pertes de crédit attendues (les « PCA »). La Société comptabilise les corrections de valeur pour pertes sur les créances clients en se fondant sur les PCA pour la durée de vie des actifs évalués au coût amorti. La comptabilisation des corrections de valeur pour pertes se fait selon les PCA pour les 12 mois à venir pour les prêts et autres créances dont le risque de crédit n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale. Si le risque de crédit des prêts et autres créances a augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale, la Société comptabilise les corrections de valeur pour pertes selon les PCA pour la durée de vie. La Société tient compte des événements passés, de la situation actuelle et des prévisions raisonnables et justifiables touchant la recouvrabilité pour déterminer si le risque de crédit d'un actif financier a augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale, ou pour évaluer les PCA pour la durée de vie.

k) Couvertures

La Société utilise des couvertures de flux de trésorerie pour gérer l'exposition aux fluctuations des cours du change et des prix de l'énergie. En ce qui a trait aux couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace de la variation de la juste valeur de l'élément de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Si la variation de la juste valeur du dérivé n'est pas entièrement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément couvert, la partie inefficace de la relation de couverture est comptabilisée dans le résultat net. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans le résultat net au moment où l'élément couvert est comptabilisé dans le résultat net. Lorsqu'un instrument de couverture des flux de trésorerie arrive à échéance ou est cédé ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux conditions de la comptabilité de couverture, le profit cumulé ou la perte cumulée, comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat global à l'égard de la couverture, est reporté jusqu'à ce que l'élément couvert soit comptabilisé dans le résultat net. Lorsqu'un élément couvert cesse d'exister parce qu'il arrive à échéance ou qu'il est vendu ou lorsqu'il est probable qu'une transaction prévue ne se réalisera pas, le profit cumulé ou la perte cumulée, comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat global, est immédiatement reclassé dans le résultat net.

Les dérivés financiers affectés à une relation de couverture des flux de trésorerie sont classés dans les états consolidés de la situation financière comme un autre élément de l'actif ou du passif non courant, selon le cas, en fonction de la détermination de leur juste valeur.

Voici les principaux instruments dérivés :

- i) Les contrats de change à terme et les swaps de devises dont l'objectif principal est de limiter l'exposition aux fluctuations des taux de change en lien avec l'achat de biens ou avec des dépenses libellés en monnaies étrangères. Certains contrats sont désignés comme des instruments de couverture à des fins comptables. Par conséquent, la partie efficace des variations de la juste valeur des contrats est cumulée dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie faisant l'objet d'une couverture soit comptabilisée dans les résultats des périodes comptables futures.
- ii) Les contrats à terme sur l'électricité dont l'objectif principal est de limiter l'exposition aux fluctuations des cours du marché de l'électricité. Ces contrats sont désignés comme des instruments de couverture à des fins comptables. Par conséquent, la partie efficace des variations de la juste valeur des contrats est cumulée dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie faisant l'objet d'une couverture soit comptabilisée dans les résultats des périodes comptables futures.
- iii) Les contrats à terme sur le gaz naturel dont l'objectif principal est de limiter l'exposition aux fluctuations des cours du marché du gaz naturel. Ces contrats sont désignés comme des instruments de couverture à des fins comptables. Par conséquent, la partie efficace des variations de la juste valeur des contrats est cumulée dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie faisant l'objet d'une couverture soit comptabilisée dans les résultats des périodes comptables futures.

l) Immobilisations corporelles

Les terrains occupés par le propriétaire, les bâtiments, le matériel, les améliorations locatives et les actifs en cours de construction sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur.

Selon IFRS 16, les bâtiments qui sont des biens loués sont classés en tant qu'actifs au titre des droits d'utilisation et sont comptabilisés à part dans l'état consolidé de la situation financière (note 10).

Lorsque des éléments importants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés comme composantes distinctes. L'amortissement est comptabilisé selon le mode linéaire à partir du moment où l'actif est disponible ou quand les actifs en cours de construction peuvent être utilisés sur les durées d'utilité estimées des actifs comme suit :

Bâtiments	10 à 40 ans
Matériel	3 à 20 ans
Améliorations locatives	Durée du bail ou de 7 à 20 ans, selon la moins élevée des deux

L'amortissement est inclus dans les frais de vente et charges administratives dans les états consolidés du résultat net. Les estimations importantes de la valeur résiduelle et les estimations de la durée d'utilité sont passées en revue et actualisées, au besoin ou au moins une fois l'an.

Les profits ou les pertes découlant de la sortie d'immobilisations corporelles correspondent à l'écart entre les produits de la sortie et la valeur comptable des actifs et sont comptabilisés en résultat net dans les autres produits. Si la cession est faite auprès d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société, une partie du profit ou de la perte est différée et réduit la valeur comptable de la participation.

m) Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des immeubles détenus en vue de retirer des revenus locatifs ou en vue de générer une appréciation du capital, ou les deux à la fois, plutôt que de cibler principalement les activités d'exploitation de la Société. Les immeubles de placement sont comptabilisés selon le modèle du coût. Les modes d'amortissement des immeubles de placement correspondent à ceux visant les immobilisations corporelles.

Les profits ou les pertes découlant de la vente d'immeubles de placement sont immédiatement comptabilisés en résultat net, sauf si la vente est faite auprès d'une participation, comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, auquel cas une partie du profit ou de la perte est différée et réduit la valeur comptable de la participation de la Société. Les revenus locatifs et les charges d'exploitation liés aux immeubles de placement sont présentés dans les autres produits et les frais de vente et charges administratives respectivement, dans les états consolidés du résultat net.

n) Contrats de location

Pour l'exercice clos le 4 mai 2019, les contrats de location sont classés comme contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés comme contrats de location simple. Pour l'exercice clos le 2 mai 2020, se reporter à la note 3 ab).

o) Immobilisations incorporelles

L'acquisition d'une nouvelle entreprise, de magasins affiliés existants, de logiciels et de dossiers d'ordonnances de pharmacie génère des immobilisations incorporelles. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées selon le modèle du coût suivant lequel les coûts inscrits à l'actif sont amortis sur une base linéaire sur leur durée d'utilité estimative, car la durée d'utilité de ces actifs est considérée comme déterminée. Les durées d'utilité sont révisées annuellement et les immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation. Les durées d'utilité suivantes s'appliquent :

Contrats d'achat différés	5 à 10 ans
Ententes et droits de franchise	10 ans
Baux	5 à 10 ans
Dossiers d'ordonnances	15 ans
Logiciels	3 à 7 ans
Autres	5 à 10 ans
Baux conclus à des taux hors marché (le 4 mai 2019)	Durée du bail ou 40 ans, selon le moins élevé des deux

L'amortissement est inclus dans les frais de vente et charges administratives dans les états consolidés du résultat net. Les dépenses engagées par la Société liées aux immobilisations incorporelles qui ne respectent pas les critères de comptabilisation à l'actif sont passées en charges au cours de la période où elles sont engagées.

Les immobilisations incorporelles comprennent les marques de commerce, les programmes de fidélisation et les produits de marque maison, dont la plupart ont une durée d'utilité indéterminée. Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont évaluées au coût, moins le cumul des pertes de valeur. Ces immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation une fois l'an ou plus fréquemment en cas d'indication de dépréciation des immobilisations incorporelles.

p) Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du prix d'acquisition de l'entreprise acquise sur la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles nettes sous-jacentes acquises à la date d'acquisition.

q) Dépréciation d'actifs non financiers

Le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins tous les ans. La Société évalue alors la valeur recouvrable de chaque UGT ou de groupe d'UGT auquel se rapportent le goodwill ou les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée. La valeur recouvrable correspond à la juste valeur diminuée des coûts de sortie ou à la valeur d'utilité, si celle-ci est plus élevée. Lorsque la valeur recouvrable des UGT est inférieure à leur valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en résultat net. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises.

Les immobilisations corporelles non courantes et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont soumises chaque période de présentation de l'information financière à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer l'étendue de la perte de valeur, le cas échéant. La valeur recouvrable correspond à la juste valeur diminuée des coûts de sortie ou à la valeur d'utilité, si celle-ci est plus élevée. Lorsque l'immobilisation ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes des autres immobilisations, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT ou des UGT dont elle fait partie. La Société a déterminé qu'une UGT correspond essentiellement à un magasin individuel ou à un centre de traitement des commandes. Les immobilisations de la Société comme les sièges sociaux et les centres de distribution ne génèrent pas individuellement d'entrées de trésorerie et, par conséquent, elles sont regroupées aux fins du test de dépréciation avec les magasins qu'elles desservent. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une UGT) est estimée être inférieure à sa valeur comptable, celle-ci (ou celle de l'UGT) est ramenée à la valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée dans les frais de vente et charges administratives dans les états consolidés du résultat net.

Lorsqu'une perte de valeur fait ultérieurement l'objet d'une reprise, autre que celle qui concerne le goodwill, la valeur comptable de l'immobilisation (ou de l'UGT) est augmentée pour atteindre l'estimation révisée, mais est limitée à la valeur comptable qui aurait été calculée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée dans les exercices antérieurs. Une reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat net.

r) Programmes de fidélisation de la clientèle

La Société utilise le programme de fidélisation AIR MILES^{MD}. Les clients de Sobeys gagnent des milles AIR MILES^{MD} selon les achats effectués dans les magasins. La Société paie des frais par point aux termes de la convention passée avec AIR MILES^{MD}. Le coût des points est porté en déduction des produits des activités ordinaires.

s) Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) découlant d'un événement antérieur, qu'il est probable que la Société sera tenue de transférer des avantages économiques afin de régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Les provisions sont actualisées selon le taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques de ce passif, s'ils sont importants. Lorsque l'actualisation est utilisée, le montant net de l'augmentation de la provision en raison du passage du temps (« désactualisation ») est comptabilisé dans les charges financières dans les états consolidés du résultat net.

t) Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt se composent principalement des intérêts sur les emprunts de la Société. Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qualifié sont inscrits à l'actif à titre de composante du coût de l'actif connexe. Tous les autres coûts d'emprunt sont passés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés et sont présentés dans les charges financières.

u) Produits différés

Les produits différés comprennent les ententes d'achat à long terme passées avec des fournisseurs. Les produits différés sont inclus dans les autres passifs non courants et sont amortis dans le résultat net de façon linéaire sur la durée des ententes connexes.

v) Avantages du personnel

i) Avantages à court terme

Les avantages à court terme comprennent les salaires, la rémunération, les absences rémunérées, les sommes à payer au titre de l'intéressement et des primes qui devraient être réglés dans les douze mois suivant la date de clôture. Les avantages à court terme sont évalués sur une base non actualisée et comptabilisés comme frais de vente et charges administratives au moment de la prestation du service connexe.

ii) Avantages postérieurs à l'emploi

Le coût des prestations de retraite des régimes à cotisations définies de la Société est passé en charges au moment où les salariés actifs sont rémunérés. Le coût des régimes de retraite à prestations définies et des autres régimes d'avantages est comptabilisé en fonction d'évaluations actuarielles, déterminées au moyen de la méthode des unités de crédit projetées au prorata des années de service et des meilleures estimations de la direction relativement aux augmentations de salaire et à l'âge du départ à la retraite.

Le passif comptabilisé aux états consolidés de la situation financière au titre des régimes à prestations définies constitue la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture moins la juste valeur de marché des actifs du régime. La valeur des actifs des régimes de prestations est fondée sur la valeur de marché actuelle. L'obligation au titre des avantages sociaux futurs est évaluée à l'aide des taux d'intérêt courants du marché, dans l'hypothèse d'un portefeuille composé d'obligations de sociétés notées AA dont les durées jusqu'à l'échéance correspondent, en moyenne, à celles de l'obligation.

Les réévaluations, comprenant les gains et pertes actuariels et le rendement sur les actifs des régimes (compte non tenu du montant net des intérêts), sont comptabilisées immédiatement dans les états consolidés de la situation financière, une charge correspondante étant comptabilisée dans les résultats non distribués par le biais des autres éléments du résultat global dans la période au cours de laquelle elles se sont produites. Les réévaluations ne sont pas reclassées en résultat net au cours des périodes ultérieures.

Le coût des services passés est comptabilisé en résultat net à la première des dates suivantes : la date de la modification ou de la réduction du régime ou la date à laquelle la Société comptabilise des coûts liés à la restructuration.

Le coût des services au titre des prestations définies, qui comprend le coût des services rendus, le coût des services passés, le profit ou la perte sur la réduction et les règlements non courants, est inscrit dans les frais de vente et charges administratives. Le montant net des charges d'intérêts sur le montant net de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est compris dans le montant net des charges financières.

iii) Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en charges à la première des dates suivantes : lorsque la Société comptabilise les coûts liés à la restructuration ou lorsqu'elle ne peut plus retirer son offre d'indemnités.

w) Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les marchandises sont livrées et acceptées. Ils sont calculés selon la contrepartie prévue, déduction faite des escomptes et des remises. Ils comprennent les produits provenant des clients par l'entremise des magasins exploités par la Société et des entités structurées consolidées ainsi que le produit des ventes aux magasins affiliés autres que des entités structurées, aux magasins associés et aux clients indépendants. Les produits reçus de magasins affiliés autres que des entités structurées, des magasins associés et des clients indépendants proviennent principalement de la vente de marchandises. La Société perçoit également des redevances de franchise en vertu de deux types d'accords. Des redevances de franchise de nature contractuelle en fonction de la valeur monétaire des marchandises expédiées sont comptabilisées comme des produits lorsque la marchandise est expédiée. Des redevances de franchise de nature contractuelle en fonction des ventes au détail du franchisé sont comptabilisées comme produits sur facturation.

x) Remises de fournisseurs

La Société reçoit des remises de certains fournisseurs dont les produits sont achetés en vue de la revente. Les programmes de ces fournisseurs comprennent des remises pour le volume des achats, des remises d'exclusivité, des coûts de présentation et d'autres remises. La Société comptabilise ces remises comme une réduction du coût des ventes et des stocks connexes. Certaines remises de fournisseurs sont conditionnelles à ce que la Société atteigne des volumes d'achat minimaux. Ces remises sont comptabilisées dès qu'il est probable que les volumes minimaux seront atteints et que le montant des remises peut être estimé.

y) Produits d'intérêts et de dividendes

Les produits et les charges d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits de dividendes sont comptabilisés lorsque le droit à recevoir le paiement est établi.

z) Résultat par action

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat disponible pour les détenteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat par action après dilution est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte de l'effet dilutif des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement des salariés. Lorsqu'une perte est constatée, le nombre moyen pondéré d'actions aux fins du calcul de la perte par action de base et après dilution est le même, puisque l'effet de toutes les actions ordinaires potentielles serait antidilutif.

aa) Rémunération fondée sur des actions

La Société offre à certains de ses salariés des régimes de rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres et en trésorerie.

Tous les biens et services reçus en échange de l'attribution de tout paiement fondé sur des actions sont évalués à leur juste valeur. Lorsque les salariés sont récompensés au moyen de paiements fondés sur des actions, les justes valeurs des services des salariés sont déterminées indirectement par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués (note 28).

ab) Modifications de normes comptables adoptées au cours de l'exercice 2020

i) Contrats de location

Avec prise d'effet le 5 mai 2019, la Société a adopté IFRS 16, qui remplace IAS 17 *Contrats de location* (« IAS 17 ») et les interprétations connexes.

IFRS 16 instaure un modèle de comptabilisation et d'évaluation à l'état de la situation financière, qui élimine la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement pour les preneurs à bail, sauf pour les contrats de location à court terme et les contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les bailleurs continuent toutefois de classer les contrats de location selon cette distinction. L'adoption d'IFRS 16 a donné lieu à la comptabilisation d'actifs au titre des droits d'utilisation et d'obligations locatives à l'égard de tous les contrats pour lesquels la Société est un preneur. La majeure partie des actifs au titre des droits d'utilisation se rapporte à l'utilisation de terrains et de bâtiments. Les autres actifs loués comprennent des voitures, des camions, des remorques et du matériel informatique. La Société a adopté IFRS 16 selon une approche rétrospective modifiée, et l'incidence cumulative de l'application initiale de la nouvelle norme a été comptabilisée dans les résultats non distribués, le 5 mai 2019. Les chiffres des périodes comparatives n'ont pas été retraités. La Société a comptabilisé des différences temporaires imposables et déductibles attribuables à la transition à IFRS 16. Ainsi, la Société a inscrit un actif d'impôt différé net découlant des soldes qui ont été comptabilisés à la transition le 5 mai 2019 et qui font partie des effets de la transition mentionnés.

La Société s'est prévaluée des mesures de simplification ci-dessous permises par IFRS 16 :

- appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- s'appuyer sur une évaluation déjà faite pour déterminer si un contrat de location est déficitaire;
- comptabiliser les contrats de location dont l'échéance se situe dans les 12 mois suivant la date d'application initiale comme des contrats de location à court terme;
- exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre des droits d'utilisation;
- utiliser des connaissances acquises a posteriori (par exemple pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prorogation ou de résiliation).

Par suite de l'adoption d'IFRS 16, la Société a modifié comme suit ses méthodes comptables relatives aux contrats de location :

La Société en tant que preneur

La Société comptabilise des actifs au titre des droits d'utilisation et des obligations locatives correspondantes à la date de début. La date de début correspond à la date à laquelle le bailleur met l'actif à la disposition de la Société. Les paiements de loyer au titre de contrats de location à court terme ou les paiements variables qui ne relèvent pas d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés dans les frais de vente et charges administratives.

Les obligations locatives reflètent la valeur actualisée des paiements de loyer fixes et des paiements de loyer variables qui sont fondés sur un indice ou un taux, ou qui sont soumis aux tarifs de renouvellement à la juste valeur de marché que le preneur s'attend à payer sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location reflète la période au cours de laquelle il est raisonnablement certain que des paiements de loyer seront effectués, y compris les options de renouvellement que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. S'il y a lieu, les obligations locatives comprendront le prix d'exercice de l'option d'achat si la Société a la certitude raisonnable d'exercer cette option, les pénalités relatives à la résiliation si la durée du contrat de location comprend aussi l'option de résiliation et les montants qui doivent être payés au titre de la garantie de valeur résiduelle. Après l'évaluation initiale, la Société évalue les obligations locatives au coût amorti. Les obligations locatives sont réévaluées lorsque le contrat de location est modifié. Les paiements de loyer sont actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, si ce taux ne peut être déterminé, au taux d'emprunt marginal du preneur à la date de passation du contrat ou à la date de la modification, le cas échéant. La charge d'intérêts est comptabilisée dans les charges financières, montant net.

Les actifs au titre des droits d'utilisation sont évalués à la valeur initiale des obligations locatives, majorée des coûts directs initiaux, des paiements de loyer versés à la date de début ou avant, et diminuée des avantages incitatifs à la location reçus et des coûts de remise en état. Après l'évaluation initiale, la Société applique le modèle du coût aux actifs au titre des droits d'utilisation. Les actifs au titre des droits d'utilisation sont évalués au coût, diminués de l'amortissement cumulé, des pertes de valeur cumulées et des réévaluations des obligations locatives. Les actifs sont amortis selon le mode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif ou du contrat de location, selon la plus courte des deux. L'amortissement commence à la date de début du contrat de location.

La Société en tant que bailleur

Un contrat de location est classé comme contrat de location-financement s'il transfère au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés comme contrats de location simple. En ce qui a trait aux contrats de sous-location, pour lesquels la Société agit en tant que bailleur intermédiaire, la Société évalue le classement par rapport aux actifs au titre des droits d'utilisation issus du contrat de location principal.

Dans le cas des contrats de sous-location qui sont des contrats de location-financement, la Société décomptabilise les actifs au titre des droits d'utilisation correspondants et inscrit un investissement net dans les contrats de sous-location qui sont des contrats de location-financement, et les produits d'intérêts connexes sont comptabilisés dans les charges financières, montant net.

Les revenus locatifs tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location connexe.

Opérations de cession-bail

Une opération de cession-bail est une transaction de vente d'un actif pour le reprendre à bail. Une opération de cession-bail est comptabilisée en tant que vente lorsque le contrôle de l'actif est transféré à l'acheteur. La Société évaluera les actifs au titre des droits d'utilisation découlant de la reprise à bail proportionnellement à la valeur comptable antérieure de l'actif dont la Société conserve le droit d'utilisation. Tout profit ou toute perte sur une opération de cession-bail résultant du transfert de droits à l'actif à l'acheteur-bailleur est comptabilisé immédiatement.

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)**

Le tableau qui suit résume les ajustements des soldes d'ouverture découlant de l'application initiale d'IFRS 16 :

	5 mai 2019
Actif – augmentation (diminution)	
Actifs courants	
Charges payées d'avance	(43,4) \$
Prêts et autres créances	53,6
Actifs courants	10,2
Prêts et autres créances	519,0
Autres actifs	(7,3)
Immobilisations corporelles	(22,3)
Actifs au titre des droits d'utilisation	3 800,7
Immobilisations incorporelles	(126,7)
Actifs d'impôt différé	127,3
Actifs non courants	4 290,7
	4 300,9 \$
Passif – (augmentation) diminution	
Passifs courants	
Provisions	7,4 \$
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	6,5
Tranche des obligations locatives échéant à moins d'un an	(424,4)
Passifs courants	(410,5)
Provisions	23,7
Dette à long terme	22,6
Obligations locatives à long terme	(4 569,6)
Autres passifs à long terme	164,4
Passifs d'impôt différé	36,5
Passifs non courants	(4 322,4)
Capitaux propres – diminution	
Résultats non distribués	432,0
	(4 300,9) \$

La Société a appliqué son taux d'emprunt marginal au 5 mai 2019 afin d'évaluer les obligations locatives. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré est de 4,3 %. La durée de vie résiduelle moyenne pondérée des contrats de location au 5 mai 2019 était de 13 ans.

Le rapprochement suivant porte sur les obligations locatives comptabilisées au 5 mai 2019 et les engagements découlant de contrats de location simple selon IAS 17 au 4 mai 2019, actualisés au taux d'emprunt marginal moyen pondéré à la date de l'application initiale :

Engagements découlant de contrats de location simple au 4 mai 2019	5 837,8 \$
Paiements de loyer, déduction faite des provisions comptabilisées au titre des contrats déficitaires comptabilisés par le passé	31,1
Passifs au titre des contrats de location-financement comptabilisés par le passé	29,1
Ajustements découlant de changements des hypothèses sur les modalités des contrats de location pour les immeubles assortis de baux historiquement conclus à des taux hors marché, montant net	237,2
Ajustements découlant de changements des hypothèses sur les modalités des contrats de location	253,4
Incidence de l'actualisation au taux d'emprunt marginal du preneur	(1 394,6)
Obligations locatives comptabilisées au 5 mai 2019	4 994,0 \$

ii) Incertitude relative aux traitements fiscaux

Avec prise d'effet le 5 mai 2019, la Société a adopté IFRIC 23 *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, qui clarifie la façon d'appliquer les exigences en matière de comptabilisation et d'évaluation d'IAS 12 *Impôts sur le résultat* lorsqu'il existe une incertitude relative aux traitements fiscaux. IFRIC 23 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Empire Company Limited

Notes annexes

2 mai 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

4. Stocks

Le coût des stocks comptabilisé dans les charges au cours de l'exercice s'est élevé à 19 954,9 \$ (19 058,4 \$ en 2019). La Société a comptabilisé une charge de 2,0 \$ (1,9 \$ en 2019) correspondant à la réduction de valeur des stocks à la valeur nette de réalisation, soit en deçà du coût, pour les stocks disponibles au 2 mai 2020. Il n'y a eu aucune reprise des stocks déjà réduits (néant en 2019).

5. Prêts et autres créances

	2 mai 2020	4 mai 2019
Prêts	42,9 \$	56,4 \$
Créances au titre des contrats de location	574,7	-
Billets à recevoir et autres	31,6	33,1
	649,2	89,5
Moins le montant échéant à moins d'un an	68,4	18,7
	580,8 \$	70,8 \$

Les prêts représentent le financement à long terme accordé à certains détaillants affiliés. Ces prêts sont principalement garantis par les stocks, les agencements et le matériel; ils portent intérêt à différents taux et sont assortis de modalités de remboursement allant jusqu'à dix ans. La valeur comptable des prêts se rapproche de la juste valeur selon les taux d'intérêt variables appliqués sur les prêts.

Les créances au titre des contrats de location découlent de l'adoption d'IFRS 16 et de l'instauration de la comptabilisation à l'état de la situation financière des contrats de sous-location qui sont des contrats de location-financement (note 10). Toutes les créances au titre des contrats de location à recevoir des franchisés sont garanties par le contrat de location principal.

Au 2 mai 2020, les billets à recevoir et autres comprenaient une somme de 8,8 \$ (10,3 \$ en 2019) à recevoir d'un tiers relativement à des ventes de matériel.

6. Actifs détenus en vue de la vente

Au 2 mai 2020, les actifs détenus en vue de la vente consistaient en des terrains, des bâtiments et du matériel que la Société prévoyait vendre au cours des 12 prochains mois. Ces actifs étaient auparavant utilisés par la Société dans le cadre de ses activités de vente au détail et de soutien à la vente au détail.

Au cours de l'exercice 2020, la Société a reclassé un immeuble qui était classé dans les actifs détenus en vue de la vente, dans les immeubles de placement, en raison d'une opération inachevée. La valeur totale au reclassement s'établissait à 19,5 \$, dont une tranche de 3,4 \$ a été inscrite à titre de charge d'amortissement qui aurait dû être comptabilisée si l'actif n'avait pas été détenu en vue de la vente.

Au cours de l'exercice 2019, Sobeys a vendu quatre immeubles à des tiers. Le produit total de ces transactions s'est chiffré à 18,6 \$, ce qui a donné lieu à un profit avant impôt de 14,4 \$.

7. Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	2 mai 2020	4 mai 2019
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises		
Fonds de placement immobilier Crombie (« FPI Crombie »)	501,0 \$	466,5 \$
Partenariats immobiliers canadiens	87,2	94,6
Partenariats immobiliers américains	14,0	20,3
Coentreprises	5,3	8,0
Total	607,5 \$	589,4 \$

La juste valeur de la participation dans le FPI Crombie, fondée sur le prix coté affiché à la Bourse de Toronto, se présente comme suit :

	2 mai 2020	4 mai 2019
FPI Crombie	825,1 \$	904,7 \$

Les partenariats immobiliers canadiens et américains et les coentreprises ne sont pas inscrits en bourse; par conséquent, il n'existe pas de cours publiés.

La Société détient 64 677 272 parts de société en commandite de catégorie B du FPI Crombie et les parts spéciales comportant droit de vote rattachées, ainsi que 909 090 parts du FPI, ce qui représente une participation financière comportant un droit de vote de 41,5 % (41,5 % en 2019) dans le FPI Crombie.

Le FPI Crombie offre un régime de réinvestissement des distributions (le « RRD ») aux termes duquel les porteurs de parts du FPI qui sont des résidents canadiens peuvent choisir le réinvestissement automatique des distributions qu'ils reçoivent dans des parts additionnelles du FPI. La Société participe au RRD.

Au cours de l'exercice 2020, une filiale entièrement détenue par la Société a acquis, dans le cadre d'un placement privé, des parts de société en commandite de catégorie B totalisant 41,5 \$.

La valeur comptable de la participation de la Société dans le FPI Crombie se détaille comme suit :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Solde à l'ouverture	466,5 \$	448,5 \$
Quote-part du résultat	50,7	63,6
Quote-part du résultat global	1,7	-
Distributions, après RRD	(61,4)	(53,5)
Report des profits tirés de la vente d'immeubles	(7,4)	(4,0)
Reprise du profit différé sur la vente d'immeubles à une partie non liée	9,4	11,9
Participation acquise dans le FPI Crombie	41,5	-
Solde à la clôture	501,0 \$	466,5 \$

La valeur comptable de la participation de la Société dans des partenariats immobiliers canadiens se détaille comme suit :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Solde à l'ouverture	94,6 \$	90,7 \$
Quote-part du résultat	16,7	18,5
Distributions	(24,1)	(14,6)
Solde à la clôture	87,2 \$	94,6 \$

La valeur comptable de la participation de la Société dans des partenariats immobiliers américains se détaille comme suit :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Solde à l'ouverture	20,3 \$	23,2 \$
Quote-part du résultat	3,3	4,9
Distributions	(10,5)	(8,7)
Écart de conversion	0,9	0,9
Solde à la clôture	14,0 \$	20,3 \$

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)**

Les produits, les charges, les actifs et les passifs du FPI Crombie au 31 mars 2020 et pour la période de 12 mois close à cette date ainsi qu'un rapprochement de la valeur comptable de la participation de la Société dans le FPI Crombie et de l'actif net attribuable aux porteurs de parts du FPI Crombie sont présentés ci-après :

	31 mars 2020	31 mars 2019
Produits	395,8 \$	414,1 \$
Charges	259,6	284,4
Bénéfice avant impôt sur le résultat	136,2 \$	129,7 \$
Perte liée aux activités poursuivies	(14,9) \$	(5,2) \$
Autres éléments du résultat global	(2,4)	(0,9)
Résultat global	(17,3) \$	(6,1) \$

	31 mars 2020	31 mars 2019
Actifs		
Courants	161,4 \$	17,3 \$
Non courants	3 876,9	4 030,4
Total	4 038,3 \$	4 047,7 \$

Passifs		
Courants	335,9 \$	413,8 \$
Non courants	2 166,0	2 180,5
Total	2 501,9 \$	2 594,3 \$

	31 mars 2020	31 mars 2019
Actif net des porteurs de parts		
Parts du FPI	915,6 \$	870,7 \$
Parts de société en commandite de catégorie B	620,8	582,7
	1 536,4	1 453,4
Moins : total des parts du FPI en circulation au 31 mars	(915,6)	(870,7)
Cumul des variations depuis l'acquisition du FPI Crombie		
Écart relatif au moment où les distributions ont été versées	4,8	4,6
Frais d'émission liés aux parts de société en commandite de catégorie B	12,6	12,6
Profits reportés (après la réintégration de l'amortissement et les variations temporelles)	(158,6)	(154,9)
Profits de dilution	38,6	38,6
Sortie d'une part des autres éléments du résultat global à la suite de la dilution de la participation dans le FPI Crombie	0,7	0,7
Réorganisation fiscale du FPI Crombie – ajustement de l'impôt différé	(31,7)	(31,7)
Valeur comptable attribuable à la participation dans les parts de société en commandite de catégorie B	487,2	452,6
Parts du FPI détenues par Empire	13,8	13,8
Quote-part du résultat cumulé sur les parts du FPI	6,1	5,3
Distributions cumulées sur les parts du FPI	(6,1)	(5,2)
Valeur comptable de la participation d'Empire dans le FPI Crombie	501,0 \$	466,5 \$

La Société possède des participations de 40,7 % à 49,0 % dans divers partenariats immobiliers canadiens engagés dans des activités de développement résidentiel en Ontario et dans l'Ouest canadien.

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)**

Les produits, les charges, les actifs et les passifs des partenariats immobiliers canadiens au 31 mars 2020 et pour la période de 12 mois close à cette date sont présentés ci-après :

	31 mars 2020	31 mars 2019
Produits	110,5 \$	112,1 \$
Charges	69,8	67,4
Bénéfice net	40,7 \$	44,7 \$

	31 mars 2020	31 mars 2019
Actifs courants	243,6 \$	264,1 \$
Passifs courants	61,2	67,8
Actifs nets	182,4 \$	196,3 \$

Valeur comptable de la participation **87,2 \$** 94,6 \$

La Société possède des participations de 37,1 % à 39,0 % dans divers partenariats immobiliers américains engagés dans des activités de développement résidentiel aux États-Unis.

Les produits, les charges, les actifs et les passifs des partenariats immobiliers américains au 31 mars 2020 et pour la période de 12 mois close à cette date sont présentés ci-après :

	31 mars 2020	31 mars 2019
Produits	20,1 \$	33,3 \$
Charges	11,3	21,4
Bénéfice net	8,8 \$	11,9 \$

	31 mars 2020	31 mars 2019
Actifs courants	38,0 \$	58,3 \$
Passifs courants	1,4	2,5
Actifs nets	36,6 \$	55,8 \$

Valeur comptable de la participation **14,0 \$** 20,3 \$

8. Autres actifs

	2 mai 2020	4 mai 2019
Placements	11,9 \$	8,2 \$
Actifs différés liés à des contrats de location	9,4	25,0
Actifs dérivés	0,2	1,4
Coûts de financement différés	0,7	2,1
Autres	6,5	6,7
Total	28,7 \$	43,4 \$

Empire Company Limited
Notes annexes
2 mai 2020
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)
9. Immobilisations corporelles

2 mai 2020	Terrains	Immeubles	Matériel	Améliorations locatives	Actifs en cours de construction	Total
Coût						
Solde d'ouverture	485,2 \$	1 280,7 \$	2 655,6 \$	784,2 \$	268,1 \$	5 473,8 \$
Reclassement attribuable à IFRS 16	-	(44,5)	(29,4)	-	-	(73,9)
Solde après le reclassement	485,2	1 236,2	2 626,2	784,2	268,1	5 399,9
Entrées	0,9	(6,5)	138,1	28,4	358,8	519,7
Entrées provenant des acquisitions d'entreprises	9,5	1,6	1,9	0,4	-	13,4
Virements et ajustements	(6,8)	38,3	104,1	37,9	(265,3)	(91,8)
Sorties et réductions de valeur	(36,9)	(84,9)	(256,5)	(61,5)	1,7	(438,1)
Solde de clôture	451,9 \$	1 184,7 \$	2 613,8 \$	789,4 \$	363,3 \$	5 403,1 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur						
Solde d'ouverture	- \$	495,0 \$	1 601,3 \$	466,0 \$	- \$	2 562,3 \$
Reclassement attribuable à IFRS 16	-	(29,8)	(21,8)	-	-	(51,6)
Solde après le reclassement	-	465,2	1 579,5	466,0	-	2 510,7
Sorties et réductions de valeur	-	(25,8)	(209,7)	(60,3)	-	(295,8)
Virements et ajustements	-	(1,3)	(20,8)	(14,7)	-	(36,8)
Amortissement	-	50,6	240,3	53,2	-	344,1
Pertes de valeur	-	4,1	3,5	0,7	-	8,3
Reprises de pertes de valeur	-	(2,3)	(4,9)	(3,6)	-	(10,8)
Solde de clôture	- \$	490,5 \$	1 587,9 \$	441,3 \$	- \$	2 519,7 \$
Valeur comptable nette au						
2 mai 2020	451,9 \$	694,2 \$	1 025,9 \$	348,1 \$	363,3 \$	2 883,4 \$

4 mai 2019	Terrains	Immeubles	Matériel	Améliorations locatives	Actifs en cours de construction	Total
Coût						
Solde d'ouverture	511,2 \$	1 309,3 \$	2 547,4 \$	700,9 \$	78,8 \$	5 147,6 \$
Entrées	1,6	4,7	120,2	16,9	268,1	411,5
Entrées provenant des acquisitions d'entreprises	-	-	36,4	36,1	13,2	85,7
Virements et ajustements	(10,9)	3,9	34,5	43,4	(90,7)	(19,8)
Sorties et réductions de valeur	(16,7)	(37,2)	(82,9)	(13,1)	(1,3)	(151,2)
Solde de clôture	485,2 \$	1 280,7 \$	2 655,6 \$	784,2 \$	268,1 \$	5 473,8 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur						
Solde d'ouverture	- \$	464,0 \$	1 459,4 \$	436,9 \$	- \$	2 360,3 \$
Sorties et réductions de valeur	-	(18,5)	(76,5)	(12,8)	-	(107,8)
Virements et ajustements	-	(4,3)	1,4	12,4	-	9,5
Amortissement	-	54,1	230,7	46,8	-	331,6
Pertes de valeur	-	0,1	4,4	0,3	-	4,8
Reprises de pertes de valeur	-	(0,4)	(18,1)	(17,6)	-	(36,1)
Solde de clôture	- \$	495,0 \$	1 601,3 \$	466,0 \$	- \$	2 562,3 \$
Valeur comptable nette au						
4 mai 2019	485,2 \$	785,7 \$	1 054,3 \$	318,2 \$	268,1 \$	2 911,5 \$

Contrats de location-financement

Pour l'exercice clos le 4 mai 2019, selon IAS 17, la Société avait divers contrats de location immobilière dont la valeur comptable nette s'élevait à 14,7 \$. Ces contrats de location sont inclus dans les immeubles.

Pour l'exercice clos le 4 mai 2019, selon IAS 17, la Société a des contrats de location de matériel dont la valeur comptable nette s'élève à 7,6 \$. Ces contrats de location sont inclus dans le matériel.

Actifs en cours de construction

Au cours de l'exercice, la Société a inscrit à l'actif des coûts d'emprunt de 1,8 \$ (0,6 \$ en 2019) pour des emprunts liés à des immobilisations corporelles en cours de construction. La Société a utilisé un taux de capitalisation de 4,3 % (4,4 % en 2019).

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)****Garantie**

Au 2 mai 2020, la valeur comptable nette des immeubles donnés en garantie dans le cadre des emprunts s'élevait à 50,9 \$ (54,1 \$ en 2019).

Dépréciation des immobilisations corporelles

La Société a effectué un test de dépréciation des immobilisations corporelles et a établi les valeurs recouvrables selon les valeurs d'utilité fondées sur les projections de flux de trésorerie d'après ses prévisions internes les plus récentes. Lorsque la valeur recouvrable des UGT est inférieure à leur valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT ayant subi une perte de valeur par le passé est supérieure à la valeur de ses actifs dépréciés, une reprise de perte de valeur est comptabilisée. Les principales hypothèses retenues pour calculer la valeur d'utilité comprennent les taux d'actualisation, les taux de croissance et les variations prévues des flux de trésorerie. La direction a estimé les taux d'actualisation au moyen de taux avant impôt qui reflètent les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques aux UGT. Les prévisions couvrent un horizon de plus de trois ans en fonction de taux de croissance à long terme se situant entre 2,0 % et 5,0 %. Les taux d'actualisation ont été calculés avant impôt et se situent entre 7,0 % et 10,0 %.

Des reprises de perte de valeur de 10,8 \$ et des pertes de valeur de 8,3 \$ ont été comptabilisées dans les frais de vente et charges administratives pour l'exercice clos le 2 mai 2020 (36,1 \$ et 4,8 \$ en 2019). Ces reprises de perte de valeur ont découlé principalement d'une amélioration de la performance d'exploitation de magasins auparavant dépréciés dans l'Ouest canadien.

Les pertes de valeur et reprises se rapportent toutes au secteur de la vente au détail de produits alimentaires.

10. Contrats de locationContrats de location-financement, en tant que preneur

La Société loue divers magasins, centres de distribution et bureaux ainsi que du matériel aux termes de contrats de location-financement non résiliables. Ces contrats sont assortis de diverses modalités, clauses d'indexation et options de reconduction et d'une base d'établissement de loyers variables à payer.

Au 2 mai 2020, les variations des actifs au titre des droits d'utilisation s'établissaient comme suit :

	Immeubles	Autres	Total
Solde d'ouverture au 5 mai 2019	3 784,7 \$	16,0 \$	3 800,7 \$
Entrées	568,9	57,2	626,1
Sorties/mises hors service et ajustements	(32,8)	-	(32,8)
Amortissement	(353,1)	(7,4)	(360,5)
Solde de clôture	3 967,7 \$	65,8 \$	4 033,5 \$

Au cours de l'exercice clos le 2 mai 2020, la Société a mené à terme des opérations de cession-bail, ce qui a donné lieu à un ajustement des actifs au titre des droits d'utilisation de 15,4 \$.

La Société a des paiements de loyer variables qui sont comptabilisés dans les frais de vente et charges administratives. Les loyers conditionnels comptabilisés pour l'exercice clos le 2 mai 2020 s'établissent à 12,6 \$ (5,3 \$ en 2019).

Passifs au titre des contrats de location-financement

Au 2 mai 2020, les variations des obligations locatives s'établissaient comme suit :

	Total
Solde d'ouverture au 5 mai 2019	4 994,0 \$
Entrées de contrats de location, déduction faite des résiliations de bail	664,3
Paiements de loyer	(610,3)
Charge d'intérêts sur les obligations locatives	218,2
Solde de clôture	5 266,2 \$
Courants	466,2 \$
Non courants	4 800,0
Total	5 266,2 \$

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)**

Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré était de 4,2 % au 2 mai 2020. La durée de vie résiduelle moyenne pondérée des contrats de location au 2 mai 2020 était de 14 ans.

Le loyer minimum futur total à payer aux termes des contrats de location-financement de la Société au 2 mai 2020 s'élevait à 7 030,2 \$. Les engagements pour les cinq prochains exercices se présentent comme suit :

	Paiements de loyer au titre de contrats de location conclus avec des tiers	Paiements de loyer au titre de contrats de location conclus avec des parties liées
2021	473,6 \$	152,0 \$
2022	472,7	153,3
2023	452,7	154,1
2024	414,7	155,5
2025	380,5	155,5
Par la suite	2 669,3	1 396,3

Selon IAS 17, le loyer minimum futur net total à payer aux termes des contrats de location-financement de la Société au 4 mai 2019 s'élevait à 39,1 \$.

Contrats de location simple, en tant que preneur

Les contrats de location simple à court terme de la Société sont essentiellement liés à du matériel et à des véhicules. La Société a comptabilisé un montant de 16,5 \$ dans les frais de vente et charges administratives.

Selon IAS 17, la Société a comptabilisé une charge de 596,9 \$ en lien avec les paiements minimaux au titre de la location pour l'exercice clos le 4 mai 2019.

Selon IAS 17, le loyer minimum futur net total à payer aux termes des contrats de location simple de la Société au 2 mai 2019 s'élevait à 4 825,2 \$. Ce montant correspond à des obligations locatives brutes de 5 837,8 \$ réduites par un produit de sous-location prévu de 1 012,6 \$. Les obligations locatives liées à des contrats conclus avec des parties liées s'élevaient à 2 418,6 \$.

Contrats de location-financement, en tant que bailleur

Les produits financiers pour l'exercice clos le 2 mai 2020 s'établissaient à 24,5 \$ (néant en 2019). Le loyer minimum futur total à recevoir par la Société relativement aux immeubles qui sont sous-loués à des tiers se présente comme suit :

	Paiements à recevoir au titre des contrats de location- financement
2021	78,2 \$
2022	76,7
2023	73,5
2024	67,6
2025	62,6
Par la suite	372,8
Total des paiements de loyer à recevoir non actualisés	731,4
Produits financiers non perçus	156,7
Investissement net dans des contrats de sous-location qui sont des contrats de location-financement	574,7 \$

Selon IAS 17, la Société n'avait classé aucun contrat de location à titre de contrat de location-financement au 4 mai 2019.

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)**Contrats de location simple, en tant que bailleur

La Société loue la plupart des immeubles de placement aux termes de contrats de location simple. Ces contrats de location sont assortis de diverses modalités, clauses d'indexation et options de reconduction ainsi que d'une base d'établissement du loyer conditionnel à percevoir.

Les revenus locatifs pour l'exercice clos le 2 mai 2020 s'élevaient à 17,5 \$ (19,1 \$ en 2019), dont une tranche de 0,2 \$ est liée à des loyers conditionnels (0,2 \$ en 2019), et est incluse dans les autres produits des états consolidés du résultat net.

Les paiements de loyer qui devraient être reçus au cours des cinq prochains exercices relativement aux immeubles détenus se détaillent comme suit :

	Paiements de loyer à recevoir au titre de contrats de location simple
2021	8,2 \$
2022	7,8
2023	7,4
2024	6,4
2025	5,0
Par la suite	10,0
Total	44,8 \$

La Société a comptabilisé des revenus de sous-location de 57,0 \$ (125,2 \$ en 2019) au titre des paiements de loyer minimum reçus.

Les paiements de loyer qui devraient être reçus au cours des cinq prochains exercices au titre des immeubles sous-loués se détaillent comme suit :

	Paiements de loyer à recevoir au titre des contrats de location simple
2021	52,4 \$
2022	46,5
2023	41,5
2024	33,4
2025	27,6
Par la suite	242,5
Total	443,9 \$

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)****11. Immeubles de placement**

Les immeubles de placement comprennent principalement des immeubles commerciaux appartenant à la Société, détenus aux fins de la production de revenus plutôt qu'aux fins des principales activités d'exploitation de la Société.

	2 mai 2020	4 mai 2019
Coût		
Solde d'ouverture	119,8 \$	112,8 \$
Entrées	2,8	0,3
Virements et ajustements	19,7	8,4
Sorties et réductions de valeur	(1,4)	(1,7)
Solde de clôture	140,9 \$	119,8 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur		
Solde d'ouverture	19,8 \$	18,9 \$
Amortissement	4,5	1,4
Perte de valeur	4,4	-
Virements et ajustements	(1,7)	-
Sorties et réductions de valeur	(0,1)	(0,5)
Solde de clôture	26,9 \$	19,8 \$
Valeur comptable, montant net	114,0 \$	100,0 \$
Juste valeur	176,6 \$	161,0 \$

La juste valeur des immeubles de placement est classée au niveau 3 selon la hiérarchie des justes valeurs. La juste valeur s'entend du montant qui serait touché pour vendre les actifs lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Une société d'évaluation indépendante externe possédant l'expérience et les compétences professionnelles reconnues appropriées a aidé à déterminer, au 2 mai 2020 et au 4 mai 2019, la juste valeur d'immeubles de placement choisis au sein d'un échantillon dont la composition est modifiée chaque année. Les entrées d'immeubles de placement provenant d'acquisitions sont négociées à la juste valeur et, par conséquent, la valeur comptable correspond à la juste valeur au moment de l'acquisition. La Société évalue les immeubles reclassés à partir des immobilisations corporelles à des fins de présentation en s'appuyant sur des données de marché comparables ou en recourant aux services d'une société d'évaluation indépendante externe.

Les revenus locatifs tirés des immeubles de placement inscrits dans les autres produits des états consolidés du résultat net s'élevaient à 2,9 \$ pour l'exercice clos le 2 mai 2020 (2,0 \$ en 2019).

Les charges d'exploitation directes (y compris les réparations et l'entretien, mais à l'exclusion de la charge d'amortissement) découlant des immeubles de placement qui ont généré des revenus locatifs se sont établies à 3,2 \$ pour l'exercice clos le 2 mai 2020 (1,1 \$ en 2019). Les charges d'exploitation directes (y compris les réparations et l'entretien, mais à l'exclusion de la charge d'amortissement) découlant des immeubles de placement non productifs se sont établies à 1,2 \$ pour l'exercice clos le 2 mai 2020 (0,8 \$ en 2019). Toutes les charges d'exploitation directes relatives aux immeubles de placement sont inscrites dans les frais de vente et charges administratives dans les états consolidés du résultat net.

Pour les pertes de valeur des immeubles de placement, la Société utilise la même méthode que pour les immobilisations corporelles (note 3 q)). Des pertes de valeur de 4,4 \$ et des reprises de néant ont été comptabilisées pour l'exercice clos le 2 mai 2020 (néant et néant en 2019).

Empire Company Limited

Notes annexes

2 mai 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

12. Immobilisations incorporelles

2 mai 2020	Marques de commerce	Contrats d'achat différés	Dossiers d'ordonnances	Logiciels	Baux conclus à des taux hors marché	Autres	Total
Coût							
Solde d'ouverture	465,9 \$	164,5 \$	304,0 \$	267,6 \$	158,6 \$	244,2 \$	1 604,8 \$
Reclassement attribuable à IFRS 16	-	-	-	-	(158,6)	-	(158,6)
Solde après le reclassement	465,9	164,5	304,0	267,6	-	244,2	1 446,2
Entrées acquises séparément	-	14,4	-	39,7	-	15,9	70,0
Entrées développées à l'interne	-	-	-	0,1	-	-	0,1
Entrées provenant des acquisitions d'entreprises	0,3	-	-	-	-	-	0,3
Virements et ajustements	-	(1,0)	-	34,9	-	0,3	34,2
Sorties et réductions de valeur	-	(6,3)	-	(14,1)	-	(2,6)	(23,0)
Solde de clôture	466,2 \$	171,6 \$	304,0 \$	328,2 \$	- \$	257,8 \$	1 527,8 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur							
Solde d'ouverture	28,3 \$	91,7 \$	125,1 \$	174,4 \$	31,9 \$	91,4 \$	542,8 \$
Reclassement attribuable à IFRS 16	-	-	-	-	(31,9)	-	(31,9)
Solde après le reclassement	28,3	91,7	125,1	174,4	-	91,4	510,9
Amortissement	-	15,4	19,5	31,0	-	5,6	71,5
Virements et ajustements	-	-	-	(0,5)	-	(0,6)	(1,1)
Sorties et réductions de valeur	-	(5,6)	-	(14,1)	-	(2,6)	(22,3)
Solde de clôture	28,3 \$	101,5 \$	144,6 \$	190,8 \$	- \$	93,8 \$	559,0 \$
Valeur comptable nette au							
2 mai 2020	437,9 \$	70,1 \$	159,4 \$	137,4 \$	- \$	164,0 \$	968,8 \$

4 mai 2019	Marques de commerce	Contrats d'achat différés	Dossiers d'ordonnances	Logiciels	Baux conclus à des taux hors marché	Autres	Total
Coût							
Solde d'ouverture	201,0 \$	161,0 \$	304,1 \$	287,9 \$	172,4 \$	207,2 \$	1 333,6 \$
Entrées acquises séparément	-	10,4	-	8,1	-	8,7	27,2
Entrées développées à l'interne	-	-	-	(0,4)	-	-	(0,4)
Entrées provenant des acquisitions d'entreprises	265,0	-	-	0,4	-	8,8	274,2
Virements et ajustements	(0,1)	(2,5)	(0,1)	(7,2)	(13,8)	20,6	(3,1)
Sorties et réductions de valeur	-	(4,4)	-	(21,2)	-	(1,1)	(26,7)
Solde de clôture	465,9 \$	164,5 \$	304,0 \$	267,6 \$	158,6 \$	244,2 \$	1 604,8 \$
Cumul de l'amortissement et des pertes de valeur							
Solde d'ouverture	28,2 \$	81,2 \$	105,7 \$	161,6 \$	32,2 \$	82,7 \$	491,6 \$
Amortissement	0,2	15,5	19,5	34,1	5,9	9,0	84,2
Virements et ajustements	(0,1)	-	(0,1)	-	(6,2)	-	(6,4)
Sorties et réductions de valeur	-	(5,0)	-	(21,3)	-	(0,3)	(26,6)
Solde de clôture	28,3 \$	91,7 \$	125,1 \$	174,4 \$	31,9 \$	91,4 \$	542,8 \$
Valeur comptable nette au							
4 mai 2019	437,6 \$	72,8 \$	178,9 \$	93,2 \$	126,7 \$	152,8 \$	1 062,0 \$

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)**

La Société a inclus, dans les autres immobilisations incorporelles au 2 mai 2020, des permis d'alcool de 7,5 \$ (5,2 \$ en 2019). Ces permis sont assortis d'options de renouvellement et la Société a l'intention de renouveler indéfiniment ces permis à chaque date de renouvellement. Par conséquent, des entrées de trésorerie devraient être générées par chaque magasin détenant un permis valide, et ces actifs sont considérés comme ayant des durées de vie indéterminées. De plus, au 2 mai 2020, les autres immobilisations incorporelles comprennent les montants suivants liés aux durées d'utilité indéterminées : 11,4 \$ pour les programmes de fidélisation (11,4 \$ en 2019) et 59,5 \$ pour les marques maison (59,5 \$ en 2019). La Société a également déterminé que les marques de commerce d'une valeur comptable nette de 437,9 \$ (437,6 \$ en 2019) avaient une durée d'utilité indéterminée. Toutes les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée se rapportent au secteur de la vente au détail de produits alimentaires. La dépréciation de ces immobilisations incorporelles est évaluée au moins une fois par année de la même façon que le goodwill (note 13).

Pour les pertes de valeur des immobilisations incorporelles, la Société utilise la même méthode que pour les immobilisations corporelles (note 3 q)). Pour l'exercice clos le 2 mai 2020, des pertes de valeur de néant (néant en 2019) et des reprises de néant (néant en 2019) ont été comptabilisées.

13. Goodwill

	2 mai 2020	4 mai 2019
Solde d'ouverture	1 571,5 \$	1 001,9 \$
Entrées provenant des acquisitions d'entreprises	2,5	569,6
Autres ajustements	(0,3)	-
Solde de clôture	1 573,7 \$	1 571,5 \$

Le goodwill résultant des acquisitions d'entreprises est affecté au niveau le plus bas au sein de l'organisation auquel il fait l'objet d'un suivi par la direction en vue de prendre des décisions et ne devrait pas être plus important qu'un secteur opérationnel, avant l'affectation du goodwill. Par conséquent, le goodwill a été affecté aux six secteurs opérationnels de vente au détail de produits alimentaires suivants :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Atlantique	193,8 \$	193,8 \$
Farm Boy	541,4	541,6
Lawtons	19,3	17,1
Ontario	174,3	174,3
Québec	641,2	641,2
Ouest	3,7	3,5
Total	1 573,7 \$	1 571,5 \$

Le goodwill résultant des acquisitions d'entreprises n'est pas amorti, mais il est soumis à un test de dépréciation chaque année ou plus souvent s'il existe des indices de dépréciation. La Société a effectué un test annuel au troisième trimestre de l'exercice 2020 et une perte de valeur de néant (néant en 2019) a été comptabilisée.

Au cours du test, la Société a établi la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle le goodwill se rapporte en se fondant sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie, sauf pour ce qui est de Farm Boy, dont la valeur a été établie selon la valeur d'utilité. Pour tous les secteurs opérationnels, autres que celui de Farm Boy, les principales hypothèses utilisées par la direction pour déterminer la juste valeur des UGT tiennent compte de ratios cours/bénéfice typiques du secteur allant de 8,0 à 14,0. Le goodwill de Farm Boy a été évalué selon des projections de flux de trésorerie actualisés, fondées sur les prévisions de flux de trésorerie avant impôt provenant des budgets approuvés de la direction pour le prochain exercice, selon un taux d'actualisation de 9,9 %. La croissance des flux de trésorerie est fondée sur des projections relatives aux nouveaux emplacements de magasins de détail et à la croissance de 3,0 % à 6,6 % sur une période de 10 ans, selon un taux de croissance final de 3,0 %.

Empire Company Limited

Notes annexes

2 mai 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

14. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat varie par rapport au montant qui serait calculé en appliquant le taux d'impôt prévu par la loi, fédéral et provincial combiné, par suite de ce qui suit :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Bénéfice avant impôt sur le résultat	832,7 \$	560,7 \$
Taux d'impôt prévu par la loi effectif combiné	27,4 %	27,7 %
Charge d'impôt sur le résultat selon le taux d'impôt prévu par la loi combiné	228,2	155,3
Impôt découlant des éléments suivants :		
Éléments non déductibles	0,8	0,3
Éléments non imposables	(7,3)	(8,7)
Variation des taux d'impôt et écart de taux des filiales	0,4	(2,6)
Autres	(2,2)	-
Total de la charge d'impôt sur le résultat, à un taux d'impôt effectif combiné de 26,4 % (25,7 % en 2019)	219,9 \$	144,3 \$

La charge d'impôt exigible de l'exercice attribuable au bénéfice net comprend ce qui suit :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Charge d'impôt exigible	31,1 \$	35,5 \$
Charge d'impôt différé :		
Naissance et reprise des différences temporaires	188,4	111,4
Variation des taux d'impôt	0,4	(2,6)
Total	219,9 \$	144,3 \$

L'impôt différé découlant des différences temporaires et des pertes fiscales inutilisées peut se résumer comme suit :

	Comptabilisé au(x) :				
	Solde d'ouverture	Autres éléments du résultat global et capitaux propres	Acquisitions d'entreprises	Bénéfice net	Solde de clôture
2 mai 2020					
Fournisseurs et charges à payer	7,4 \$	-	-	(3,3) \$	4,1 \$
Avantages sociaux futurs	79,6	6,0	-	(2,6)	83,0
Goodwill et immobilisations incorporelles	111,4	34,5	-	(57,4)	88,5
Stocks	5,6	-	-	(0,9)	4,7
Placements	(38,1)	(0,3)	-	(0,7)	(39,1)
Obligations locatives	-	1 370,9	-	38,4	1 409,3
Dette à long terme	5,8	-	-	(7,7)	(1,9)
Autres actifs	(1,7)	2,0	-	(5,1)	(4,8)
Autres passifs non courants	42,0	(39,7)	-	38,0	40,3
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	(59,2)	-	-	(4,9)	(64,1)
Provisions	76,0	(3,4)	-	(41,6)	31,0
Report lié aux partenariats	10,4	-	-	7,3	17,7
Actifs au titre des droits d'utilisation et créances au titre des contrats de location	-	(1 200,5)	-	(32,6)	(1 233,1)
Reports de pertes fiscales	170,4	-	-	(112,9)	57,5
Autres	(0,8)	-	-	(2,8)	(3,6)
	408,8 \$	169,5 \$	- \$	(188,8) \$	389,5 \$
Comptabilisé comme :					
Actifs d'impôt différé	614,3 \$	161,8 \$	-	(189,1) \$	587,0 \$
Passifs d'impôt différé	(205,5) \$	7,7 \$	-	0,3 \$	(197,5) \$

Empire Company Limited
Notes annexes
2 mai 2020
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

4 mai 2019	Comptabilisé au(x) :				
	Solde d'ouverture	Autres éléments du résultat global et capitaux propres	Acquisitions d'entreprises	Bénéfice net	Solde de clôture
Fournisseurs et charges à payer	(8,8) \$	-	-	16,2 \$	7,4 \$
Avantages sociaux futurs	100,1	(18,0)	-	(2,5)	79,6
Capitaux propres	3,8	-	-	(3,8)	-
Goodwill et immobilisations incorporelles	284,5	-	(77,2)	(95,9)	111,4
Stocks	4,9	-	-	0,7	5,6
Placements	(39,9)	-	-	1,8	(38,1)
Dettes à long terme	7,3	-	-	(1,5)	5,8
Autres actifs	(0,3)	-	-	(1,4)	(1,7)
Autres passifs non courants	29,8	-	(0,3)	12,5	42,0
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	(105,2)	-	(4,6)	50,6	(59,2)
Provisions	74,4	-	4,6	(3,0)	76,0
Report lié aux partenariats	11,6	-	-	(1,2)	10,4
Reports de pertes fiscales	251,5	-	-	(81,1)	170,4
Autres	(0,6)	-	-	(0,2)	(0,8)
	613,1 \$	(18,0) \$	(77,5) \$	(108,8) \$	408,8 \$
Comptabilisé comme :					
Actifs d'impôt différé	754,4 \$	-	-	(140,1) \$	614,3 \$
Passifs d'impôt différé	(141,3) \$	(18,0) \$	(77,5) \$	31,3 \$	(205,5) \$

Au 2 mai 2020, la Société avait environ 208,4 \$ en pertes autres qu'en capital canadiennes pouvant être reportées en avant aux fins fiscales, qui expirent entre les exercices 2034 et 2040. Les différences temporaires déductibles restantes n'expirent pas en vertu des lois fiscales actuelles. Tous les actifs d'impôt différé (y compris les pertes fiscales et autres crédits d'impôt) ont été comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière puisqu'il est probable que la Société disposera d'un bénéfice imposable futur qui lui permettra d'utiliser l'avantage lié à ces actifs. Le montant des actifs d'impôt différé et des passifs d'impôt différé qui devraient être recouverts ou réglés après les 12 prochains mois s'est établi à 312,8 \$.

15. Provisions

2 mai 2020	Contrats de location	Frais juridiques	Frais environne- mentaux	Restruc- turation	Total
Solde d'ouverture	19,3 \$	7,0 \$	42,4 \$	143,8 \$	212,5 \$
Reclassement attribuable à IFRS 16 (note 3 ab))	(7,1)	-	-	(24,0)	(31,1)
Solde après le reclassement	12,2	7,0	42,4	119,8	181,4
Provisions constituées	4,8	7,8	1,5	36,9	51,0
Provisions utilisées	(5,0)	(3,8)	(1,9)	(91,6)	(102,3)
Provisions reprises	(1,3)	(3,4)	(1,8)	(23,2)	(29,7)
Variation attribuable à l'actualisation	0,2	-	1,2	1,6	3,0
Solde de clôture	10,9 \$	7,6 \$	41,4 \$	43,5 \$	103,4 \$
Courantes	7,1 \$	7,6 \$	1,5 \$	32,5 \$	48,7 \$
Non courantes	3,8	-	39,9	11,0	54,7
Total	10,9 \$	7,6 \$	41,4 \$	43,5 \$	103,4 \$

Empire Company Limited

Notes annexes

2 mai 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

Contrats de location

Les provisions au titre des contrats de location sont comptabilisées lorsque les avantages que la Société s'attend à recevoir d'un contrat sont inférieurs aux coûts inévitables engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles. La Société comptabilise des provisions au titre de contrat déficitaire dans le cas de la fermeture de magasins lorsqu'elle a conclu un contrat de location. La provision est évaluée selon le coût attendu de la résiliation du contrat de location ou le coût net attendu pour poursuivre le contrat, selon le moins élevé des deux. Le coût net est calculé en tenant compte, dans le contrat de location, de la valeur actualisée des coûts d'occupation fixes futurs, déduction faite des sous-contrats de location simple connexes, exclusion faite des paiements de loyer qui sont comptabilisés en tant qu'obligations locatives selon IFRS 16. Dans le cas de la fermeture d'un magasin, un passif est comptabilisé pour refléter la valeur actualisée du passif attendu lié à tout contrat de location et autres coûts contractuels qui doivent être payés. Les provisions au titre de contrat déficitaire pour les fermetures prévues de magasins ou de centres de distribution dans le cadre des activités de rationalisation de la Société sont classées à titre de provisions pour restructuration et sont évaluées et comptabilisées selon la même méthode. L'actualisation des provisions découlant de contrats de location a été calculée selon des taux d'actualisation avant impôt se situant entre 7,0 % et 9,0 %.

Frais juridiques

Les provisions juridiques se rapportent à des réclamations de 7,6 \$ en instance de règlement au 2 mai 2020 (7,0 \$ en 2019) reçues dans le cours normal des activités.

Frais environnementaux

Conformément aux exigences de la politique juridique et environnementale, la Société a comptabilisé des provisions pour la remise en état d'emplacements. Ces provisions se rapportent principalement aux passifs liés au démantèlement de postes d'essence appartenant à la Société et d'autres sites qui seront remis en état comptabilisés à la valeur actualisée nette des frais de remise en état futurs estimés. L'actualisation des provisions environnementales connexes a été calculée selon des taux d'actualisation avant impôt se situant entre 4,0 % et 6,0 %.

Restructuration

Pour l'exercice clos le 2 mai 2020, les provisions pour restructuration se sont chiffrées à 36,9 \$. Une tranche de 18,4 \$ est liée aux coûts de conversion des magasins. Ces coûts ont été comptabilisés au poste « Frais de vente et charges administratives » des états consolidés du résultat net. Les provisions utilisées de 91,6 \$ se rapportent aux initiatives de la Société visant à simplifier les structures organisationnelles et à réduire les coûts. Une tranche de 56,5 \$ de cette provision se rapporte au programme de départs volontaires en Colombie-Britannique et aux coûts des indemnités de départ liées à la conversion des magasins. Les reprises sur provisions de 23,2 \$ sont essentiellement liées aux coûts des indemnités de départ liées à la conversion des magasins et au programme de départs volontaires en Colombie-Britannique. L'actualisation des provisions pour restructuration a été calculée à un taux d'actualisation avant impôt de 7,0 %.

16. Dette à long terme

	2 mai 2020	4 mai 2019
Emprunts hypothécaires de premier rang, taux d'intérêt moyen pondéré de 5,84 %, échéant de 2021 à 2033	4,8 \$	5,8 \$
Billets à moyen terme, série D, taux d'intérêt de 6,06 %, échéant le 29 octobre 2035	175,0	175,0
Billets à moyen terme, série E, taux d'intérêt de 5,79 %, échéant le 6 octobre 2036	125,0	125,0
Billets à moyen terme, série F, taux d'intérêt de 6,64 %, échéant le 7 juin 2040	150,0	150,0
Billets de série 2013-2, taux d'intérêt de 4,70 %, échéant le 8 août 2023	500,0	500,0
Billets à payer et autres dettes principalement à des taux d'intérêt variant selon le taux préférentiel	137,3	140,4
Facilité de crédit à taux d'intérêt variable lié aux taux des acceptations bancaires, échéant le 4 novembre 2020	125,0	500,0
Facilité de crédit à taux d'intérêt variable lié aux taux des acceptations bancaires, échéant le 10 décembre 2020	400,0	400,0
Facilité de crédit à taux d'intérêt variable lié aux taux des acceptations bancaires, échéant le 4 novembre 2022	62,6	-
	1 679,7	1 996,2
Coûts de transaction non amortis	(4,5)	(4,4)
Obligations en vertu de contrats de location-financement, 6,05 % (note 3 ab))	-	29,1
	1 675,2	2 020,9
Moins le montant échéant à moins d'un an	570,0	36,5
	1 105,2 \$	1 984,4 \$

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)**

Les emprunts hypothécaires de premier rang sont garantis par des terrains, des immeubles et des charges spécifiques sur certains actifs. Les billets à moyen terme et les billets de série 2013-2 ne sont pas garantis. Les obligations en vertu de contrats de location-financement ont été reclassées selon IFRS 16 (note 3 ab)).

La Société détient une facilité de crédit à terme de premier rang renouvelable et non garantie, de 250,0 \$ échéant le 4 novembre 2022. Au 2 mai 2020, le solde de la facilité de crédit s'élevait à 62,6 \$ (néant en 2019). Les intérêts à verser sur cette facilité fluctuent en fonction du taux préférentiel au Canada ou du taux des acceptations bancaires.

Le 2 juin 2017, Sobeys a contracté une facilité de crédit de premier rang non renouvelable et non garantie d'un montant de 500,0 \$. Les intérêts à verser sur cette facilité fluctuent en fonction du taux préférentiel au Canada ou du taux des acceptations bancaires. Au 8 août 2018, l'intégralité de la facilité de crédit avait été utilisée pour rembourser la dette à long terme. Au 2 mai 2020, une tranche de 375,0 \$ avait été remboursée sur cette facilité.

Le 5 décembre 2018, Sobeys a contracté une facilité de crédit de premier rang non renouvelable et non garantie d'un montant de 400,0 \$. Les intérêts à verser sur cette facilité fluctuent en fonction du taux préférentiel au Canada ou du taux des acceptations bancaires. Au 10 décembre 2018, la facilité de crédit était utilisée en entier, le produit ayant servi à financer une partie de l'acquisition de Farm Boy.

Sobeys détient une facilité de crédit à terme de premier rang renouvelable et non garantie de 650,0 \$ échéant le 4 novembre 2022. Au 2 mai 2020, le solde de la facilité était de néant (néant en 2019) et Sobeys avait émis 76,4 \$ de lettres de crédit relativement à la facilité (65,9 \$ en 2019). Les intérêts à verser sur cette facilité fluctuent en fonction du taux préférentiel au Canada ou du taux des acceptations bancaires.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des variations des flux de trésorerie provenant des activités de financement liées à la dette à long terme :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Solde d'ouverture	2 020,9 \$	1 666,9 \$
Reclassement attribuable à IFRS 16 (note 3 ab))	(29,1)	-
Solde d'ouverture après le reclassement	1 991,8	1 666,9
Émission de titres d'emprunt	80,8	58,3
Remboursements sur la dette à long terme	(85,2)	(605,2)
(Remboursements) prélèvements sur les facilités de crédit	(313,1)	900,0
Total des flux de trésorerie provenant des activités de financement liées à la dette à long terme	(317,5)	353,1
Coûts liés au financement différé	0,9	0,9
Solde de clôture	1 675,2 \$	2 020,9 \$
Courantes	570,0 \$	36,5 \$
Non courantes	1 105,2	1 984,4
Total	1 675,2 \$	2 020,9 \$

Les remboursements du capital des emprunts pour chacun des cinq prochains exercices se présentent comme suit :

2021	570,0 \$
2022	43,6
2023	8,8
2024	507,9
2025	5,3
Par la suite	544,1

17. Autres passifs non courants

	2 mai 2020	4 mai 2019
Obligation locative différée (note 3 ab))	- \$	165,4 \$
Produits différés	6,1	6,6
Passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	77,5	90,1
Autres	13,9	6,9
Total	97,5 \$	269,0 \$

18. Avantages sociaux futurs

La Société offre plusieurs régimes à prestations et à cotisations définies et des régimes interentreprises qui offrent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite à la plupart de ses salariés.

Régimes de retraite à cotisations définies

Les cotisations salariales et patronales sont précisées. La rente du salarié est fonction du niveau de revenu de retraite pouvant être atteint grâce au total combiné des cotisations salariales et patronales et des produits de placement obtenus pendant la période de participation du salarié au régime, et des taux des rentes au moment de la retraite du salarié.

Régimes de retraite à prestations définies

La prestation finale à la retraite est définie par une formule qui prévoit une unité de prestation par année de service. Les cotisations salariales, s'il y a lieu, paient une partie du coût de la prestation et les cotisations patronales financent le solde. Le texte du régime de retraite ne précise ni ne définit le montant des cotisations patronales, mais celles-ci sont calculées au moyen d'évaluations actuarielles qui déterminent le niveau de financement nécessaire pour satisfaire à l'obligation totale estimée au moment de l'évaluation.

Le régime à prestations définies expose généralement la Société à des risques actuariels comme le risque de taux d'intérêt, le risque de mortalité et le risque lié au salaire.

Risque de taux d'intérêt

La valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est calculée selon le taux d'actualisation reflétant le rendement moyen, à la date d'évaluation, d'obligations de sociétés de grande qualité de durée analogue aux passifs des régimes. Une diminution du rendement du marché des obligations de sociétés de grande qualité augmentera l'obligation au titre des régimes à prestations définies.

Risque de mortalité

La valeur actualisée du régime à prestations définies est calculée en référence à la meilleure estimation de la mortalité des participants au régime pendant et après leur emploi. Une augmentation de la durée de vie des participants au régime augmentera le passif du régime.

Risque lié au salaire

La valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est calculée en référence au salaire futur des participants au régime. Par conséquent, une augmentation du salaire des participants au régime augmentera le passif du régime.

La Société utilise la date du 1^{er} janvier ou celle du 31 décembre comme date d'évaluation actuarielle et le 1^{er} mai comme date d'évaluation à des fins comptables pour ses régimes de retraite à prestations définies.

	Date d'évaluation la plus récente	Date de la prochaine évaluation exigée
Régimes de retraite	31 décembre 2017	31 décembre 2019 (choisie)
Régimes de retraite pour la haute direction	31 décembre 2016	31 décembre 2019
Autres régimes	1 ^{er} janvier 2019	1 ^{er} janvier 2022

Régimes interentreprises

La Société participe à divers régimes de retraite interentreprises administrés par des conseils de fiduciaires indépendants composés généralement d'un nombre équivalent de représentants des syndicats et des employeurs. Environ 15 % des employés de la Société et de ses franchisés et marchands affiliés participent à ces régimes. Les régimes de retraite interentreprises à prestations définies sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies, car la Société ne dispose pas de l'information nécessaire pour comptabiliser sa participation aux régimes en raison de l'importance et du nombre d'employeurs participant aux régimes. La responsabilité de la Société à l'égard des cotisations à verser à ces régimes est limitée par les montants établis en vertu des conventions collectives. Les cotisations versées par la Société aux régimes interentreprises sont passées en charges à mesure que les cotisations sont exigibles.

Au cours de l'exercice clos le 2 mai 2020, la Société a comptabilisé une charge de 43,5 \$ (44,1 \$ en 2019) dans le bénéfice d'exploitation, ce qui représente les cotisations versées relativement aux régimes de retraite interentreprises. La Société s'attend à continuer de verser des cotisations à ces régimes de retraite interentreprises au cours de l'exercice 2020.

Empire Company Limited

Notes annexes

2 mai 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

Autres régimes

La Société offre aussi à certains salariés des régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi, qui ne sont pas capitalisés et qui incluent les prestations pour soins de santé, l'assurance vie et les prestations pour soins dentaires.

Régimes à cotisations définies

Le total des charges et des cotisations versées relativement aux régimes à cotisations définies de la Société s'établit à 32,8 \$ pour l'exercice clos le 2 mai 2020 (32,6 \$ en 2019).

Régimes à prestations définies

Les informations relatives aux régimes à prestations définies de la Société, pris collectivement, se présentent comme suit :

	Régimes de retraite		Autres régimes	
	2 mai 2020	4 mai 2019	2 mai 2020	4 mai 2019
Obligation au titre des prestations définies				
Solde à l'ouverture	819,8 \$	833,2 \$	113,2 \$	158,7 \$
Coûts des services rendus, déduction faite des cotisations salariales	1,0	1,2	2,5	3,5
Coûts financiers	24,9	27,2	3,6	5,3
Prestations versées	(67,4)	(55,4)	(4,7)	(5,9)
Coûts des services passés – réductions	-	(2,2)	-	-
Règlements	0,1	0,5	-	-
Réévaluation – pertes (gains) actuariels inclus dans les autres éléments du résultat global	61,7	15,3	(1,3)	(48,4)
Solde à la clôture	840,1 \$	819,8 \$	113,3 \$	113,2 \$

	Régimes de retraite		Autres régimes	
	2 mai 2020	4 mai 2019	2 mai 2020	4 mai 2019
Actifs des régimes				
Juste valeur à l'ouverture	646,9 \$	630,7 \$	- \$	- \$
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	19,7	20,5	-	-
Réévaluation (de la perte) du rendement sur les actifs des régimes (compte non tenu du montant net des intérêts)	33,2	33,0	-	-
Cotisations patronales	18,3	19,5	4,7	5,9
Prestations versées	(67,4)	(55,4)	(4,7)	(5,9)
Charges administratives	(1,4)	(1,4)	-	-
Juste valeur à la clôture	649,3 \$	646,9 \$	- \$	- \$

	Régimes de retraite		Autres régimes	
	2 mai 2020	4 mai 2019	2 mai 2020	4 mai 2019
Situation de capitalisation				
Total de la juste valeur des actifs des régimes	649,3 \$	646,9 \$	- \$	- \$
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	(96,3)	(92,8)	(113,3)	(113,2)
Valeur actualisée des obligations en partie capitalisées	(743,8)	(727,0)	-	-
Passif au titre des prestations définies	(190,8) \$	(172,9) \$	(113,3) \$	(113,2) \$

	Régimes de retraite		Autres régimes	
	2 mai 2020	4 mai 2019	2 mai 2020	4 mai 2019
Charges				
Coûts des services rendus, déduction faite des cotisations salariales	1,0 \$	1,2 \$	2,5 \$	3,5 \$
Intérêt net sur l'obligation nette au titre des régimes à prestations définies	5,2	6,7	3,6	5,3
Charges administratives	1,4	1,4	-	-
Coûts des services passés – réductions	-	(2,2)	-	-
Perte sur règlement	0,1	0,5	-	-
Charges	7,7 \$	7,6 \$	6,1 \$	8,8 \$

Les coûts des services rendus au cours de l'exercice et des services passés ont été comptabilisés dans les frais de vente et charges administratives, tandis que les coûts financiers et le rendement sur les actifs des régimes (à l'exclusion des montants des coûts financiers nets) ont été comptabilisés dans le montant net des charges financières dans les états consolidés du résultat net.

Empire Company Limited

Notes annexes

2 mai 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

Écarts actuariels comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global :

	Régimes de retraite		Autres régimes	
	2 mai 2020	4 mai 2019	2 mai 2020	4 mai 2019
Incidences de la réévaluation comptabilisées dans les autres éléments du résultat global				
(Rendement) perte sur les actifs des régimes (compte non tenu du montant net des intérêts)	(33,2) \$	(33,0) \$	- \$	- \$
Perte (gain) actuariel – changements liés à l'expérience	5,5	(6,9)	(5,4)	(49,1)
Perte actuarielle – hypothèses financières	56,3	22,2	4,1	0,7
Incidences de la réévaluation comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	(28,6) \$	17,7 \$	1,3 \$	48,4 \$

Les principales hypothèses actuarielles retenues par la Société pour évaluer son passif au titre des prestations constituées sont les suivantes (moyenne pondérée des hypothèses au 2 mai 2020) :

	Régimes de retraite		Autres régimes	
	2 mai 2020	4 mai 2019	2 mai 2020	4 mai 2019
Taux d'actualisation	2,70 %	3,20 %	2,70 %	3,10 %
Taux de croissance de la rémunération	3,50 %	3,50 %		

Aux fins de l'évaluation, le taux de croissance annuelle hypothétique du coût des soins de santé couverts par participant a été fixé à 5,00 % pour l'exercice 2020 (5,25 % en 2019). Le taux cumulé attendu jusqu'en 2022 et par la suite est de 4,50 %.

Ces hypothèses ont été établies par la direction en s'appuyant sur les conseils d'experts fournis par des évaluateurs actuariels indépendants. Ces hypothèses sont utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et devraient être considérées comme les meilleures estimations de la direction. Cependant, les résultats réels pourraient varier. Des incertitudes entourent les estimations, surtout en ce qui concerne les tendances relatives aux coûts médicaux, qui pourraient varier considérablement dans les évaluations futures des obligations de la Société.

Le tableau ci-dessous montre la sensibilité des principales hypothèses économiques de l'exercice 2020, qui ont été utilisées pour mesurer le passif au titre des prestations définies et les charges connexes des régimes de retraite et des autres régimes de la Société. La sensibilité de chaque hypothèse a été calculée de façon distincte. La modification de plus d'une hypothèse simultanément peut amplifier ou diminuer l'incidence sur le passif au titre des prestations définies ou sur les charges des régimes.

	Régimes de retraite		Autres régimes	
	Passif au titre des prestations	Coût des prestations ¹⁾	Passif au titre des prestations	Coût des prestations ¹⁾
Taux d'actualisation ²⁾	2,70 %	2,70 %	2,70 %	2,70 %
Incidence d'une augmentation de 1 %	(101,1) \$	(2,6) \$	(13,1) \$	0,2 \$
Incidence d'une diminution de 1 %	127,1 \$	1,3 \$	16,1 \$	(0,3) \$
Taux de croissance des coûts des soins de santé ³⁾			5,00 %	5,00 %
Incidence d'une augmentation de 1 %			5,3 \$	0,3 \$
Incidence d'une diminution de 1 %			(4,6) \$	(0,3) \$

¹⁾ Compte tenu de l'incidence sur les coûts des services rendus, sur les coûts financiers et sur le montant net des intérêts sur le passif (l'actif) au titre des régimes à prestations définies.

²⁾ Repose sur la moyenne pondérée des taux d'actualisation relatifs à tous les régimes.

³⁾ Diminution progressive jusqu'à 4,50 % en 2022 et pas de changement par la suite.

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)**

La composition de l'actif des régimes de retraite à prestations définies s'établissait comme suit à la clôture de l'exercice :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Fonds d'actions canadiennes	5,1 %	6,7 %
Fonds d'actions étrangères	14,0 %	14,9 %
Fonds à revenu fixe	80,6 %	78,1 %
Fonds de roulement net	0,3 %	0,3 %
Total des placements	100,0 %	100,0 %

Ces titres comprennent des placements dans des actions de catégorie A sans droit de vote d'Empire. La valeur de marché proportionnelle de ces actions à la clôture de l'exercice se présente comme suit :

	2 mai 2020	Pourcentage des actifs des régimes	4 mai 2019	Pourcentage des actifs des régimes
Empire Company Limited – actions de catégorie A sans droit de vote	6,0 \$	0,9 %	9,2 \$	1,4 %

Tous les titres sont évalués en fonction des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ou en fonction des données d'entrée autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (prix), soit indirectement (dérivés des prix).

Le rendement réel des actifs des régimes s'est chiffré à 51,5 \$ pour l'exercice clos le 2 mai 2020 (52,1 \$ en 2019).

Selon les meilleures estimations de la direction, les cotisations qui devraient être versées aux régimes à prestations définies au cours de l'exercice ouvert le 3 mai 2020 et dont la date de clôture est le 1^{er} mai 2021 s'élevaient à 15,0 \$.

19. Capital-actions**Offre publique de rachat dans le cours normal des activités**

Le 27 juin 2019, la Société a déposé, auprès de la Bourse de Toronto, un avis d'intention visant le rachat aux fins d'annulation d'un maximum de 3,5 millions d'actions de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente environ 2 % des actions en circulation. Les rachats ont commencé le 2 juillet 2019 et doivent se terminer au plus tard le 1^{er} juillet 2020.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020, la Société s'est engagée dans un programme de rachat automatique d'actions par l'intermédiaire de son courtier désigné, programme qui lui permet de racheter, aux fins d'annulation, des actions de catégorie A sans droit de vote, pendant les périodes d'interdiction des opérations, dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Au cours de l'exercice 2020, la Société a racheté aux fins d'annulation 2 997 583 actions de catégorie A sans droit de vote au prix moyen de 33,36 \$. Le prix d'achat s'est établi à 100,0 \$ dont un montant de 35,4 \$ a été comptabilisé en déduction du capital-actions, le reste ayant été comptabilisé en déduction des résultats non distribués.

Autorisé	Nombre d'actions	
	2 mai 2020	4 mai 2019
Actions privilégiées de 2002, valeur nominale de 25 \$ chacune, à émettre en séries	991 980 000	991 980 000
Actions de catégorie A sans droit de vote, sans valeur nominale	765 108 266	768 105 849
Actions ordinaires de catégorie B avec droit de vote, sans valeur nominale	122 400 000	122 400 000

Émis et en circulation	Nombre d'actions	2 mai 2020	4 mai 2019
Actions de catégorie A sans droit de vote, sans valeur nominale	170 971 038	2 009,1 \$	2 040,6 \$
Actions ordinaires de catégorie B avec droit de vote, sans valeur nominale	98 138 079	7,3	7,3
Actions détenues en fiducie	(163 497)	(3,2)	(5,3)
Total		2 013,2 \$	2 042,6 \$

Dans certains cas, lorsqu'il y a une offre d'achat (selon la définition donnée dans les modalités relatives aux actions) d'actions ordinaires de catégorie B, les détenteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir une offre complémentaire au prix par action payé le plus élevé, conformément à cette offre d'achat d'actions ordinaires de catégorie B.

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)**

Au cours de l'exercice 2020, la Société a payé des dividendes sur les actions ordinaires d'un montant de 129,7 \$ (119,5 \$ en 2019) à ses actionnaires. Cela représente un versement de 0,48 \$ par action (0,44 \$ par action en 2019) pour les détenteurs d'actions ordinaires.

La Société a établi un fonds fiduciaire afin de faciliter l'achat d'actions de catégorie A sans droit de vote destinées au règlement éventuel d'unités acquises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres de la Société. Les cotisations au fonds fiduciaire et les actions de catégorie A sans droit de vote achetées sont détenues par Société de fiducie AST (Canada) qui agit à titre de fiduciaire. Le fonds fiduciaire est une entité structurée et, par conséquent, les comptes du fonds fiduciaire sont inclus dans les états financiers consolidés de la Société. Le tableau qui suit présente l'activité liée aux actions détenues en fiducie, comptabilisées au coût :

Actions détenues en fiducie	Nombre d'actions	2 mai 2020	4 mai 2019
Solde à l'ouverture	271 968	5,3 \$	6,0 \$
Acquises	1 149	-	0,1
Émises	(109 620)	(2,1)	(0,8)
Solde à la clôture	163 497	3,2 \$	5,3 \$

20. Autres produits

	2 mai 2020	4 mai 2019
Profit net sur la sortie d'actifs et la résiliation de contrats de location	51,7 \$	48,9 \$
Revenus locatifs tirés des immeubles détenus	17,5	19,4
Total	69,2 \$	68,3 \$

21. Charges au titre des avantages du personnel

	2 mai 2020	4 mai 2019
Salaires, rémunération et autres avantages à court terme	3 319,3 \$	3 156,2 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	37,8	37,0
Indemnités de fin de contrat de travail	8,7	9,8
Total	3 365,8 \$	3 203,0 \$

22. Charges financières, montant net

	2 mai 2020	4 mai 2019
Produits financiers		
Produits d'intérêts sur les créances au titre des contrats de location	24,5 \$	- \$
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8,0	8,3
Profits liés à la juste valeur de contrats à terme	3,6	3,7
Produit de désactualisation sur les prêts et autres créances	0,5	0,6
Total des produits financiers	36,6	12,6
Charges financières		
Charge d'intérêts sur les obligations locatives	218,2	-
Charge d'intérêts sur les passifs financiers évalués au coût amorti	85,6	86,5
Charges financières de retraite, montant net	8,9	12,0
Charge de désactualisation des provisions	3,0	5,7
Total des charges financières	315,7	104,2
Charges financières, montant net	279,1 \$	91,6 \$

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)****23. Résultat par action**

	2 mai 2020	4 mai 2019
Nombre moyen pondéré d'actions – de base (note 19)	270 441 107	271 940 649
Actions présumées être émises sans contrepartie relativement aux paiements fondés sur des actions	972 901	614 062
Nombre moyen pondéré d'actions – après dilution	271 414 008	272 554 711

24. Acquisitions d'entreprises

La Société fait l'acquisition de magasins de détail affiliés et non affiliés, de postes d'essence et de dossiers d'ordonnances. Les résultats de ces acquisitions sont compris dans les résultats financiers consolidés de la Société depuis les dates d'acquisition et sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le goodwill comptabilisé pour les acquisitions de magasins affiliés et non affiliés ainsi que de postes d'essence se rapporte à la main-d'œuvre acquise et à la clientèle des magasins existants, ainsi qu'aux synergies attendues de la combinaison des magasins acquis et des magasins existants.

Le tableau qui suit présente les montants des actifs et des passifs identifiables découlant des acquisitions pour les exercices clos aux dates indiquées :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Créances	0,8 \$	4,9 \$
Stocks	3,0	24,5
Charges payées d'avance	-	2,5
Immobilisations corporelles	13,4	85,7
Immobilisations incorporelles	0,3	274,2
Goodwill	2,5	569,6
Fournisseurs et charges à payer	(0,8)	(38,7)
Autres actifs et passifs	-	2,6
Passif d'impôt différé	-	(77,5)
Participations ne donnant pas le contrôle	-	(66,9)
Contrepartie totale	19,2 \$	780,9 \$

En ce qui concerne les entreprises acquises au cours de l'exercice clos le 2 mai 2020, des ventes de 34,6 \$ et des pertes nettes de (1,2 \$) ont été incluses dans les états financiers consolidés.

Au cours de l'exercice clos le 2 mai 2020, la Société a établi la répartition définitive du prix d'achat de Farm Boy et de Kim Phat, acquises au cours de l'exercice précédent. Aucun ajustement n'a été apporté aux montants présentés dans les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 4 mai 2019.

25. Garanties et passifs éventuels

Garanties

Franchisés et marchands affiliés

Sobeys est partie à plusieurs contrats de franchise et de conventions d'exploitation dans le cadre de son modèle d'affaires. Ces contrats et conventions contiennent des clauses qui imposent à Sobeys d'apporter du soutien aux franchisés et aux marchands affiliés afin de compenser ou d'atténuer les pertes des magasins de détail, de réduire les paiements de loyer des magasins, de minimiser l'incidence des prix promotionnels et d'aider à couvrir les autres charges d'exploitation liées aux magasins. La totalité du soutien financier mentionné précédemment ne s'appliquera pas dans tous les cas, étant donné que les provisions des contrats varient. Sobeys continuera d'apporter un soutien financier en vertu des contrats de franchise et des conventions d'exploitation au cours des prochains exercices.

Au cours de l'exercice 2009, Sobeys a conclu un contrat additionnel d'amélioration de crédit sous forme de lettre de garantie pour certains franchisés et marchands affiliés relativement à l'achat et à l'installation de matériel. Aux termes du contrat, si un franchisé ou un marchand affilié est dans l'impossibilité de s'acquitter de ses obligations locatives ou de fournir un recours acceptable, Sobeys sera tenue de payer le montant le plus élevé de 6,0 \$ ou de 10,0 % du solde de l'obligation autorisée et impayée annuellement (6,0 \$ ou 10,0 % en 2019). En vertu des modalités du contrat, Sobeys doit fournir une lettre de crédit correspondant au montant de la garantie en instance, qui sera renouvelée chaque année civile. Cette amélioration de crédit permet à Sobeys d'offrir des modalités de financement avantageuses à certains franchisés et marchands affiliés. Au 2 mai 2020, le montant de la garantie se chiffrait à 6,0 \$ (6,0 \$ en 2019).

Autres

Au 2 mai 2020, la Société avait émis des lettres de crédit totalisant 88,6 \$ (79,5 \$ en 2019) pour soutenir ses obligations.

Sobeys, par l'intermédiaire de ses filiales, a garanti le paiement d'obligations aux termes de certaines conventions de développement commercial. Au 2 mai 2020, Sobeys a garanti des obligations de 40,0 \$ (43,5 \$ en 2019) relativement à ces conventions.

Passifs éventuels

Le 21 juin 2005, Sobeys a reçu un avis de nouvelle cotisation de l'Agence du revenu du Canada (« ARC ») pour les exercices 1999 et 2000 relativement à Lumsden Brothers Limited, filiale de vente en gros de Sobeys, et la taxe sur les produits et services (« TPS »). La nouvelle cotisation se rapportait à la TPS sur la vente des produits du tabac aux Indiens de plein droit. L'ARC soutient que Sobeys devait prélever la TPS sur la vente de produits du tabac aux Indiens de plein droit. Selon l'avis de nouvelle cotisation, le total de ces taxes, des intérêts et des pénalités s'élève à 13,6 \$ (13,6 \$ en 2019). Après étude du dossier et consultation juridique, Sobeys est d'avis qu'elle ne devait pas prélever la TPS. Au cours de l'exercice 2006, Sobeys a déposé un avis d'opposition auprès de l'ARC. Le litige n'est toujours pas réglé et Sobeys a déposé un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt. Par conséquent, Sobeys n'a comptabilisé aucune de ces taxes, aucun de ces intérêts, ni aucune de ces pénalités à cet égard dans ses états du résultat net. En attendant la résolution de cette affaire, Sobeys a déposé auprès de l'ARC des fonds équivalant au total des taxes, des intérêts et des pénalités indiqué dans l'avis de nouvelle cotisation et elle a comptabilisé ce montant à titre de créance non courante à recevoir de l'ARC.

La Société est mise en cause dans des réclamations et des litiges dans le cours normal de ses activités. La direction de la Société ne considère pas que ces litiges représentent un risque significatif, même si elle ne peut le prédire avec certitude.

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait régulièrement l'objet d'audits menés par les administrations fiscales. Bien que la Société estime que ses déclarations fiscales sont appropriées et justifiables, certains éléments peuvent, de temps à autre, faire l'objet d'une révision et d'une contestation par les administrations fiscales.

26. Instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une perte imprévue survienne lorsqu'un client ou une partie contractante à un instrument financier ne réussit pas à honorer ses obligations contractuelles. Les instruments financiers de la Société qui sont exposés aux concentrations de risque de crédit sont principalement la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances, les prêts et autres créances, les contrats dérivés et les garanties.

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspond à la valeur comptable de la totalité de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des prêts et créances et des contrats de garantie pour les franchisés et marchands affiliés (note 25).

La Société atténue le risque de crédit lié à ses créances clients et à ses prêts en mettant en place des processus d'approbation et des limites de crédit ainsi que des processus de surveillance périodique. En règle générale, la Société est d'avis que la qualité du crédit de ses actifs financiers qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est élevée. La Société effectue un suivi périodique des processus liés au recouvrement et obtient des garanties pour la totalité de ses créances et prêts et autres créances afin de s'assurer que les paiements adéquats ont été reçus et que les garanties appropriées sont disponibles. Les garanties peuvent différer d'une entente à une autre, mais, en règle générale, elles sont composées des stocks, des immobilisations corporelles, y compris les terrains et/ou les bâtiments, ainsi que des garanties personnelles. Le risque de crédit est encore plus atténué en raison de la vaste clientèle et de sa dispersion dans plusieurs zones géographiques. Pour réduire le risque de crédit, la Société ne conclut des contrats dérivés qu'avec des contreparties ayant obtenu une note minimale de « A » de la part de deux agences de notation reconnues.

Les créances sont composées essentiellement de soldes de comptes indépendants ou de franchisés et de détaillants affiliés ainsi que de remises et de ristournes provenant de fournisseurs. La date d'échéance de ces montants peut différer selon la convention, mais, de façon générale, les soldes impayés après une période de 30 jours sont considérés comme étant en souffrance. Le classement chronologique des créances est le suivant :

	2 mai 2020	4 mai 2019
De 0 à 30 jours	464,0 \$	386,8 \$
De 31 à 90 jours	28,2	10,9
Plus de 90 jours	81,9	73,3
Total des créances avant correction de valeur pour pertes sur créances	574,1	471,0
Moins la correction de valeur pour pertes sur créances	(38,8)	(26,8)
Créances	535,3 \$	444,2 \$

Les intérêts gagnés sur les comptes en souffrance sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net en réduction des frais de vente et charges administratives. Les créances étaient classées dans les actifs courants aux états consolidés de la situation financière au 2 mai 2020.

La correction de valeur pour pertes sur créances est révisée chaque date de clôture. Une correction de valeur est calculée sur les créances à recevoir de comptes indépendants ainsi que sur les créances et les prêts et autres créances provenant de franchisés ou de marchands affiliés, et est comptabilisée en réduction des créances respectives aux états consolidés de la situation financière. La variation de la correction de valeur pour pertes sur créances est comptabilisée dans les frais de vente et charges administratives dans les états consolidés du résultat net et est présentée comme suit :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Correction de valeur à l'ouverture	26,8 \$	27,5 \$
Provision pour pertes	17,2	7,4
Recouvrements	(0,2)	(1,9)
Sorties	(5,0)	(6,2)
Correction de valeur à la clôture	38,8 \$	26,8 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne détienne pas de trésorerie suffisante pour s'acquitter de ses obligations financières à leur échéance. La Société conserve sa facilité de crédit confirmée pour s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour honorer ses obligations financières actuelles et futures prévisibles à un coût raisonnable.

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)**

La Société surveille les marchés financiers et les conditions connexes, ainsi que ses flux de trésorerie afin d'optimiser sa situation de trésorerie et d'évaluer ses besoins de trésorerie et de financement à plus long terme. La conjoncture le permettant, la Société aura accès aux marchés des capitaux d'emprunt pour divers emprunts à long terme venant à échéance et au fur et à mesure que les autres passifs arriveront à échéance ou lorsqu'on le jugera approprié afin d'atténuer les risques et d'optimiser l'établissement des prix.

La valeur et les échéances contractuelles du capital et de l'intérêt des passifs financiers importants, non actualisés, au 2 mai 2020, sont présentées dans le tableau suivant :

	2021	2022	2023	2024	2025	Par la suite	Total
Passifs financiers dérivés							
Swaps de devises	12,3 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	12,3 \$
Passifs liés aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	71,0	6,5	-	77,5
Passifs financiers non dérivés							
Fournisseurs et charges à payer	2 951,9	-	-	-	-	-	2 951,9
Dette à long terme	629,9	98,2	63,3	550,5	36,1	906,1	2 284,1
Total	3 594,1 \$	98,2 \$	63,3 \$	621,5 \$	42,6 \$	906,1 \$	5 325,8 \$

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier s'entend du montant estimé que toucherait la Société pour vendre les actifs financiers ou qu'elle paierait pour le transfert des passifs financiers lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances, de la partie courante des prêts et autres créances et des fournisseurs et charges à payer se rapproche de la juste valeur aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

La valeur comptable de la partie non courante des prêts et autres créances se rapproche de la juste valeur aux dates de clôture en raison des taux actuels du marché pour ces instruments.

La juste valeur de la dette à long terme à taux d'intérêt variable se rapproche de sa valeur comptable selon les taux actuels du marché et la permanence des écarts de crédit. La juste valeur de la dette à long terme a été estimée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux offert pour des emprunts ayant une échéance et une qualité de crédit semblables.

La juste valeur des actifs et des passifs financiers dérivés, classée au niveau 2, est estimée selon des modèles d'évaluation qui utilisent des données d'entrée observables de marché. La direction est d'avis que sa technique d'évaluation est adéquate.

La juste valeur des passifs au titre de l'option de vente liée aux participations ne donnant pas le contrôle relatives aux acquisitions de Farm Boy et de Kim Phat correspond à la valeur actualisée du prix d'acquisition des participations ne donnant pas le contrôle, lequel est fondé sur le bénéfice futur de ces entités à une date préétablie. La juste valeur de ces options est classée dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs prescrite par IFRS 13.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours de l'exercice clos le 2 mai 2020.

Les valeurs comptables des instruments financiers de la Société avoisinent leurs justes valeurs, sauf en ce qui a trait à l'élément ci-dessous :

Dette à long terme	2 mai 2020	4 mai 2019
Valeur comptable totale	1 675,2 \$	2 020,9 \$
Juste valeur totale	1 832,2 \$	2 086,8 \$

Au 2 mai 2020, la hiérarchie des justes valeurs comprenait des actifs financiers désignés comme étant à la JVRN se chiffrant respectivement à néant, à 0,2 \$ et à néant pour les niveaux 1, 2 et 3 (néant, 1,4 \$ et néant en 2019).

Au 2 mai 2020, la hiérarchie des justes valeurs comprenait des passifs financiers à la JVRN se chiffrant respectivement à néant, à 0,3 \$ et à 77,5 \$ pour les niveaux 1, 2 et 3 (néant, 0,1 \$ et 90,1 \$ en 2019).

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés aux états consolidés de la situation financière à leur juste valeur à moins qu'ils ne représentent un contrat d'achat ou de vente d'un élément non financier conformément aux besoins prévus de la Société en matière d'achat, de vente ou de consommation, appelé « achat ou vente d'éléments non financiers ». Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés sont comptabilisées en résultat net, à moins que les instruments financiers dérivés ne se qualifient à titre de couvertures de flux de trésorerie efficaces et ne soient désignés comme tels ou qu'ils ne représentent des achats ou des ventes d'éléments non financiers. La norme ne s'applique pas aux achats ou aux ventes d'éléments non financiers et ces derniers sont comptabilisés à titre de contrats non entièrement exécutés. Les variations de la juste valeur d'un instrument financier dérivé désigné à titre de couverture des flux de trésorerie sont comptabilisées dans les autres actifs et dans les autres passifs non courants; la partie efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

Couvertures de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie de la Société comprennent principalement des swaps sur devises, des conventions de vente d'électricité et des conventions de vente de gaz naturel. Des contrats de change sont utilisés pour couvrir les achats ou les dépenses futurs liés aux biens et services libellés en monnaies étrangères. Les conventions de vente d'électricité et de gaz naturel servent à réduire le risque lié à la variation des prix du marché de l'électricité et du gaz naturel. Les profits et pertes sont initialement comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global et sont virés au résultat net lorsque les flux de trésorerie prévus influent sur les produits et les charges de l'exercice.

Au 2 mai 2020, les justes valeurs des dérivés en cours désignés comme couvertures de flux de trésorerie des transactions prévues correspondent à des actifs de 0,2 \$ (1,4 \$ en 2019) et à des passifs de 0,3 \$ (0,1 \$ en 2019).

Les couvertures de flux de trésorerie devraient donner lieu à des entrées ou à des sorties de trésorerie au cours de l'exercice jusqu'à l'exercice 2021, qui devraient être comptabilisées en résultat net au cours de cette période et, dans le cas des swaps de devises, sur la durée d'utilité des actifs connexes dont une partie du coût initial est couverte.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque de pertes financières découlant des fluctuations des taux d'intérêt. Les instruments financiers qui peuvent rendre la Société vulnérable au risque de taux d'intérêt comprennent les passifs financiers à taux variable.

La Société gère le risque de taux d'intérêt en surveillant la conjoncture du marché et l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa dette. La majorité de la dette à long terme de la Société porte intérêt à taux fixe. Une tranche d'environ 46,0 % (30,3 % en 2019) de la dette à long terme de la Société est exposée au risque de taux d'intérêt puisqu'elle porte intérêt à des taux variables.

Une variation des taux d'intérêt sur le solde moyen des passifs financiers portant intérêt au cours de l'exercice a une incidence sur le résultat net. Pour l'exercice clos le 2 mai 2020, le solde moyen de la dette à taux variable non couverte de la Société s'élevait à 849,3 \$ (567,4 \$ en 2019). Une augmentation (diminution) de 25 points de base aurait une incidence de l'ordre de 1,5 \$ (1,5) \$ [1,0 \$ (1,0) \$ en 2019] sur le résultat net à la suite de l'exposition de la Société aux fluctuations des taux d'intérêt sur sa dette à taux variable non couverte.

Risque de change

La Société exerce ses activités en grande partie en dollars canadiens. Elle est assujettie au risque de change en raison principalement des achats effectués en dollars américains, en livres sterling et en euros. De plus, la Société conclut des contrats à terme pour fixer le cours de change sur une partie de ses besoins prévus en devises étrangères. Les montants reçus et payés en lien avec les instruments utilisés pour couvrir les opérations de change, y compris les profits et les pertes, sont comptabilisés dans le coût des achats. La Société estime que son exposition au risque de change est négligeable.

La Société conclut des contrats de change à terme et des swaps de devises principalement pour limiter son exposition aux fluctuations des cours de change en lien avec les dépenses libellées en monnaies étrangères. Ces contrats sont désignés comme des instruments de couverture à des fins comptables. Par conséquent, la partie efficace des variations de la juste valeur des contrats à terme est cumulée dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie couverts soit comptabilisée en résultat net dans les périodes comptables futures.

La Société estime qu'une augmentation (diminution) de 10 % des cours de change en vigueur aurait une incidence de néant (néant) [néant (néant) en 2019] sur le résultat net et de 0,9 \$ (0,9) \$ [2,7 \$ (2,7) \$ en 2019] sur les autres éléments du résultat global pour les dérivés en monnaies étrangères en place à la clôture de l'exercice.

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)****27. Information sectorielle**

La Société a déterminé que les secteurs à présenter étaient la vente au détail de produits alimentaires et les placements et autres activités. Le secteur de la vente au détail de produits alimentaires comprend six secteurs opérationnels : Atlantique, Farm Boy, Lawtons, Ontario, Québec et Ouest. Ces secteurs opérationnels ont été regroupés en un seul secteur à présenter, soit « vente au détail de produits alimentaires », car ils présentent des caractéristiques économiques similaires, comme l'offre de produit, la clientèle et les modes de distribution. Le secteur des placements et autres activités comprend essentiellement les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans le FPI Crombie, les partenariats immobiliers et diverses autres activités de la Société.

Les résultats et les actifs des secteurs opérationnels comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent y être affectés de façon raisonnable.

Tous les transferts intersectoriels sont comptabilisés à des prix établis dans des conditions de concurrence normale. Pour la présentation de l'information sectorielle, la Société utilise des méthodes d'évaluation conformes à IFRS 8 *Secteurs opérationnels* qui sont les mêmes que celles utilisées dans ses états financiers consolidés.

Il n'y a eu aucune affectation asymétrique du bénéfice, des charges ou des actifs entre les secteurs.

Toutes les ventes sont générées par le secteur de la vente au détail de produits alimentaires. Le bénéfice d'exploitation attribuable à chaque secteur opérationnel de la Société est résumé dans le tableau qui suit :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Bénéfice d'exploitation sectoriel		
Vente au détail de produits alimentaires	1 040,2 \$	561,8 \$
Placements et autres activités		
FPI Crombie	50,7	63,6
Partenariats immobiliers	20,1	23,4
Autres activités, déduction faite des charges du siège social	0,8	3,5
	71,6	90,5
Total	1 111,8 \$	652,3 \$

Le bénéfice d'exploitation sectoriel peut être rapproché du bénéfice avant impôt de la Société, comme suit :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Total du bénéfice d'exploitation	1 111,8 \$	652,3 \$
Charges financières, montant net	279,1	91,6
Total	832,7 \$	560,7 \$

	2 mai 2020	4 mai 2019
Total des actifs par secteur		
Vente au détail de produits alimentaires	13 932,9 \$	8 921,4 \$
Placements et autres activités	700,0	681,0
Total	14 632,9 \$	9 602,4 \$

28. Rémunération fondée sur des actions

Régime d'unités d'actions au rendement

La Société attribue à certains salariés des unités d'actions au rendement (« UAR »). Le nombre d'UAR dont les droits deviennent acquis en vertu d'une attribution dépend dans la plupart des cas de l'écoulement du temps et de l'atteinte d'objectifs de rendement précis. À l'acquisition des droits, chaque salarié a le droit de recevoir un nombre d'actions de catégorie A sans droit de vote correspondant au nombre de ses UAR dont les droits sont acquis. La juste valeur moyenne pondérée de 29,28 \$ par UAR émise au cours de l'exercice considéré a été déterminée d'après le modèle Black et Scholes selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

Cours de l'action	30,41 \$
Durée attendue	2,60 ans
Taux d'intérêt sans risque	1,36 %
Volatilité attendue	25,15 %
Rendement de l'action	1,47 %

Au 2 mai 2020, 284 184 UAR étaient en cours (338 275 en 2019). La charge de rémunération liée aux UAR pour l'exercice clos le 2 mai 2020 était de 1,6 \$ (3,0 \$ en 2019).

Régime d'options sur actions

Au cours de l'exercice 2020, la Société a attribué 1 730 178 options aux termes du régime d'options sur actions des salariés de la Société, dans le cadre duquel des options sont attribuées pour l'achat d'actions de catégorie A sans droit de vote. La juste valeur moyenne pondérée de 6,79 \$ par option émise au cours de l'exercice a été déterminée d'après le modèle Black et Scholes selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

Cours de l'action	31,38 \$
Durée attendue	6,76 ans
Taux d'intérêt sans risque	1,38 %
Volatilité attendue	24,00 %
Rendement de l'action	1,45 %

La charge de rémunération liée à l'émission d'options pour l'exercice clos le 2 mai 2020 s'est établie à 4,6 \$ (3,7 \$ en 2019).

Les options sur actions en cours au 2 mai 2020 ont été attribuées à des prix allant de 15,60 \$ à 36,86 \$, expirent entre juin 2021 et juin 2027 et ont une durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée de 5,37 ans. Les transactions liées aux options sur actions pour les exercices 2020 et 2019 se présentent comme suit :

	2020		2019	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde à l'ouverture	4 293 288	23,31 \$	4 686 155	22,81 \$
Attribuées	1 730 178	31,38	800 573	25,97
Exercées	(1 115 115)	24,57	(746 346)	22,30
Expirées	(3 525)	30,23	(250 116)	27,49
Ayant fait l'objet d'une renonciation	(219 162)	22,46	(196 978)	20,63
Solde à la clôture	4 685 664	26,03 \$	4 293 288	23,31 \$
Options sur actions exerçables à la clôture	1 732 433		2 201 160	

Le tableau qui suit présente un résumé de l'information sur les options sur actions en cours au 2 mai 2020 :

Année d'attribution	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'options sur actions en cours	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée ¹⁾	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables au 2 mai 2020	Prix d'exercice moyen pondéré
2014	443 277	1,16	26,25 \$	443 277	26,25 \$
2015	163 554	2,16	22,55	163 554	22,55
2016	169 097	3,16	30,21	169 097	30,21
2017	567 705	4,16	19,87	357 482	19,72
2018	917 483	5,16	19,59	422 262	19,59
2019	709 752	6,16	26,01	176 761	26,01
2020	1 714 796	7,16	31,38	-	-
Total	4 685 664	5,37	26,03 \$	1 732 433	23,29 \$

¹⁾ La durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée est exprimée en années.

Régimes d'unités d'actions différées

Les droits rattachés aux unités d'actions différées (« UAD ») émises à l'intention des salariés aux termes du régime d'UAD pour les dirigeants deviennent acquis en fonction de l'écoulement du temps et de l'atteinte d'objectifs de rendement précis. Au 2 mai 2020, il y avait 1 337 562 UAD en cours (1 063 299 en 2019) relativement à ce régime et la valeur comptable totale de l'obligation s'élevait à 28,4 \$ (20,8 \$ en 2019). La charge de rémunération liée aux UAD pour l'exercice clos le 2 mai 2020 s'est établie à 12,0 \$ (14,2 \$ en 2019).

Les membres du conseil d'administration peuvent choisir de recevoir une partie ou la totalité de leurs honoraires sous forme d'UAD plutôt qu'en trésorerie. Le nombre d'UAD reçues varie selon le cours des actions de catégorie A sans droit de vote de la Société à la date du versement des honoraires ou de la rémunération de chaque administrateur ou salarié. Au 2 mai 2020, il y avait 306 489 UAD en cours (247 605 en 2019) et la valeur comptable totale de l'obligation s'élevait à 9,5 \$ (7,4 \$ en 2019). La charge de rémunération pour l'exercice clos le 2 mai 2020 s'établissait à 2,1 \$ (2,7 \$ en 2019).

En vertu des deux régimes d'UAD, les UAD dont les droits ont été acquis ne peuvent être rachetées tant que le porteur demeure administrateur ou salarié de la Société. La valeur de rachat d'une UAD correspond au cours de l'action de catégorie A sans droit de vote d'Empire au moment du rachat. La Société évalue de façon régulière l'obligation relative aux UAD selon le cours d'un nombre équivalent d'actions de catégorie A sans droit de vote et impute toute augmentation ou diminution de l'obligation aux frais de vente et charges administratives.

29. Transactions entre parties liées

La Société conclut des transactions entre parties liées avec le FPI Crombie et des principaux dirigeants, y compris des contrats de location et de gestion immobilière qui sont toujours en cours. Elle détient une participation de 41,5 % (41,5 % en 2019) dans le FPI Crombie et comptabilise sa participation selon la méthode de la mise en équivalence.

Le FPI Crombie offre un RRD aux termes duquel les porteurs de parts du FPI qui sont des résidents canadiens peuvent choisir le réinvestissement automatique des distributions qu'ils reçoivent dans des parts additionnelles du FPI. La Société s'est inscrite au RRD afin de maintenir sa participation financière comportant droit de vote dans le FPI Crombie.

Au cours de l'exercice, la Société a loué certains biens immobiliers auprès du FPI Crombie à des montants qui, de l'avis de la direction, avoisinent la juste valeur de marché qui aurait cours si ces biens avaient été loués auprès de tiers. La direction a déterminé que ces montants représentent la juste valeur en raison du nombre important de baux négociés avec des tiers dans chaque marché où la Société exerce ses activités. Les paiements nets totaux aux termes de baux, évalués aux valeurs d'échange, se sont élevés à environ 188,8 \$ (206,2 \$ en 2019).

Le FPI Crombie procure à la Société des services d'administration et de gestion moyennant des honoraires établis aux termes d'une convention de gestion entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Cette convention remplace la convention antérieure selon laquelle les charges engagées étaient comptabilisées selon la méthode du recouvrement des coûts.

Empire Company Limited

Notes annexes

2 mai 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

Au cours de l'exercice clos le 2 mai 2020, Sobeys, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a reçu un montant de 61,8 \$ de la part du FPI Crombie au titre de remboursements d'améliorations locales. Ces paiements sont liés à des améliorations apportées en vue de moderniser et d'améliorer l'efficacité d'immeubles existants, ainsi qu'à une provision pour des fonds utilisés durant la construction. Au 2 mai 2020, un montant supplémentaire de 0,5 \$ était à recevoir du FPI Crombie au titre de ces remboursements.

Le 28 mai 2019, le FPI Crombie a annoncé la signature d'une entente visant la vente à un tiers d'une participation de 89 % dans un portefeuille de 15 immeubles, l'entente ayant été conclue le 7 octobre 2019. Sobeys et le FPI Crombie ont conclu des conventions de modification des contrats de location visant les immeubles cédés au titre desquels Sobeys était preneur, afin de prolonger la durée contractuelle et d'ajouter des modalités optionnelles liées aux différents emplacements. Comme contrepartie à ces modifications, le FPI Crombie a convenu de verser un montant global à Sobeys sur une période de trois ans. Au 2 mai 2020, Sobeys a comptabilisé un montant total de 4,3 \$ dans les créances à court et à long terme au titre de ces versements.

Le 1^{er} août 2019, Sobeys, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a vendu 50 % d'un immeuble au FPI Crombie pour une contrepartie en trésorerie de 9,5 \$. Cette vente a donné lieu à un profit avant impôt de 1,5 \$ qui a été constaté dans les autres produits aux états consolidés du résultat net.

Le 28 novembre 2019, Sobeys, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a vendu un immeuble au FPI Crombie pour une contrepartie en trésorerie de 3,2 \$. Aucun profit ou perte n'a découlé de cette vente.

Le 16 décembre 2019, Sobeys, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a vendu et repris à bail 50 % d'un centre de distribution au FPI Crombie pour une contrepartie en trésorerie de 95,7 \$. Cette vente a donné lieu à un profit avant impôt de 9,0 \$ qui a été constaté dans les autres produits aux états consolidés du résultat net. Par suite de cette transaction, le FPI Crombie détient la totalité de l'immeuble.

Le 11 février 2020, le FPI Crombie a annoncé qu'il avait conclu un placement public par voie de prise ferme visant l'émission de parts au prix de 16,00 \$ chacune, pour un produit global de 100,0 \$. Parallèlement à ce placement, une filiale entièrement détenue par la Société a acquis, dans le cadre d'un placement privé, des parts de société en commandite de catégorie B totalisant 41,5 \$.

Le 11 avril 2019, le FPI Crombie a annoncé la conclusion d'une entente visant la vente d'une participation de 89 % dans un portefeuille de 26 immeubles à un tiers acheteur. Sobeys et le FPI Crombie ont conclu des conventions de modification de contrats de location visant des immeubles cédés lorsque Sobeys était preneur à bail afin d'établir des modalités contractuelles pour une période plus longue et de prolonger la validité des options aux différents emplacements. En guise de contrepartie pour ces modifications, le FPI Crombie a convenu de verser un montant global à Sobeys sur une période de trois ans. Ces conventions de modification sont entrées en vigueur le 25 avril 2019, soit à la date de clôture de la cession des immeubles. Au 2 mai 2020, Sobeys a comptabilisé un total de 3,3 \$ dans les créances à court et à long terme au titre de ces versements.

Le 29 juin 2018, Sobeys a vendu un immeuble au FPI Crombie puis l'a repris à bail, par l'intermédiaire d'une filiale entièrement détenue, pour une contrepartie en trésorerie de 12,5 \$, ce qui a donné lieu à un profit avant impôt de 5,6 \$, qui a été comptabilisé dans les autres produits des états consolidés du résultat net.

Le 28 septembre 2018, Sobeys, par l'intermédiaire d'une filiale entièrement détenue, a vendu un immeuble au FPI Crombie pour une contrepartie en trésorerie de 3,7 \$, ce qui a donné lieu à un profit avant impôt de 1,5 \$, qui a été comptabilisé dans les autres produits des états consolidés du résultat net.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les membres du conseil d'administration et ceux de l'équipe de la haute direction de la Société qui ont le pouvoir et la responsabilité de la planification, de la gestion et du contrôle des activités de la Société.

Le tableau qui suit présente la rémunération des principaux dirigeants :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Salaires, primes et autres avantages du personnel à court terme	14,1 \$	13,4 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	2,7	3,4
Indemnités de fin de contrat de travail	-	2,8
Paiements fondés sur des actions	9,9	8,6
Total	26,7 \$	28,2 \$

Empire Company Limited**Notes annexes****2 mai 2020****(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)****Indemnités**

La Société a convenu d'indemniser ses administrateurs et dirigeants, ainsi que certains salariés, conformément à ses politiques. La Société souscrit des polices d'assurance qui peuvent la protéger contre certaines réclamations.

30. Gestion du capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont les suivants : i) s'assurer de liquidités suffisantes pour financer ses obligations financières et exécuter ses plans d'exploitation et ses plans stratégiques; ii) réduire au minimum le coût du capital tout en tenant compte des risques et des conditions actuels et futurs du secteur d'activité et du marché ainsi que de ceux liés à la conjoncture économique; iii) maintenir une structure de capital optimale qui permette la souplesse financière nécessaire tout en assurant également la conformité avec toute clause restrictive financière; iv) maintenir une notation de première qualité auprès de chaque agence de notation qui évalue la qualité du crédit de la Société. Les objectifs de la Société n'ont pas changé au cours de l'exercice clos le 2 mai 2020.

La Société surveille la structure de son capital et y apporte des ajustements, au besoin, à la lumière des variations de la conjoncture économique, des objectifs de ses actionnaires, des besoins de trésorerie de l'entreprise et de la conjoncture des marchés financiers.

La Société est d'avis que le total de ses capitaux permanents comprend toute dette portant intérêt, y compris les emprunts bancaires, la dette à long terme (dont la tranche à moins d'un an), les obligations locatives et les capitaux propres, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Le calcul s'établit comme suit :

	2 mai 2020	4 mai 2019
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	570,0 \$	36,5 \$
Dette à long terme	1 105,2	1 984,4
Tranche des obligations locatives échéant à moins d'un an	466,2	-
Obligations locatives à long terme	4 800,0	-
Dette consolidée, y compris les obligations locatives	6 941,4	2 020,9
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 008,4)	(553,3)
Dette consolidée nette	5 933,0	1 467,6
Capitaux propres, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle	3 924,6	4 003,3
Capital sous gestion	9 857,6 \$	5 470,9 \$

Les principaux placements effectués par la Société visent notamment l'augmentation de la superficie de vente en pieds carrés et la rénovation de son réseau de magasins concrétisée par la construction, l'agrandissement et l'amélioration de magasins. Ces ajouts au réseau de magasins et modifications comprennent les améliorations locatives connexes ainsi que l'acquisition de terrains destinés à la construction de magasins futurs. La Société effectue des dépenses d'investissement dans les technologies de l'information, dans les centres de traitement des commandes et dans ses installations de distribution afin de soutenir son réseau de magasins en pleine expansion. De plus, la Société effectue des dépenses d'investissement afin de soutenir ses placements et autres activités. La Société compte en grande partie sur ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer son programme de dépenses d'investissement et la distribution de dividendes à ses actionnaires. Les flux de trésorerie sont renfloués, le cas échéant, par une dette supplémentaire ou par l'émission de capital-actions additionnel.

Selon les conventions d'emprunt actuelles, la direction doit effectuer le suivi de trois clauses restrictives tous les trimestres afin d'assurer le respect des modalités des ententes. Ces clauses restrictives sont les suivantes : i) total de la dette ajustée/BAIIA, soit la dette consolidée nette plus les lettres de crédit, les garanties et les engagements, divisés par le BAIIA (comme il est défini par les ententes de crédit et pour les 52 semaines précédentes); ii) dette sur les contrats de location ajustée/BAIIAL, soit le total de la dette ajustée plus huit fois le loyer divisé par le BAIIAL (comme il est défini par les ententes de crédit et pour les 52 semaines précédentes); iii) ratio de couverture du service de la dette, soit le BAIIA divisé par les charges financières plus les remboursements de la dette à long terme (comme il est défini par les ententes de crédit et pour les 52 semaines précédentes). Pendant l'exercice considéré, la Société se conformait à ces clauses restrictives.